

DÉPENSES MILITAIRES, PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES

Compendium 2025





**© GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ**

Mundo-Madou
Avenue des Arts 7-8
B-1210 Bruxelles
Tél.: +32 (0) 484 942 792
Courriel: admi@grip.org
Site Internet: www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
est une association sans but lucratif.

La reproduction est autorisée,
moyennant mention de la source et de l'auteur
Photo de couverture : Endless War / Raf Schoenmaekers

Prix : 10 euros

ISSN : 2466-6734
ISBN : 978-2-87291-253-7

Retrouver ce rapport sur :
<https://grip.org/depenses-militaires-production-et-transferts-darmes-compendium-2025>



Les rapports du GRIP sont également
diffusés sur www.i6doc.com,
l'édition universitaire en ligne.

Avec le soutien de la



Wallonie

Ce rapport est publié dans le cadre du programme « Cellule de veille sur la production et les transferts d'armes dans le monde » subventionné par la Région wallonne. Les informations délivrées et les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leur auteur et ne sauraient refléter une position officielle de la Région wallonne.

DÉPENSES MILITAIRES, PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES

Compendium 2025

LES RAPPORTS DU GRIP 2025/8

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
LES DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES	4
LES TRANSFERTS D'ARMEMENTS CONVENTIONNELS MAJEURS	4
PRODUCTION D'ARMEMENT : LE TOP 100 DU SIPRI	6
TENDANCES DES DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES, 2024	7
LES PLUS GRANDS DÉPENSERS MILITAIRES EN 2024	10
LES TENDANCES RÉGIONALES	14
DÉPENSES MILITAIRES EN POURCENTAGE DU PIB	20
TENDANCES DES TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMES, 2024	24
LES EXPORTATEURS, 2020-24	27
LES IMPORTATEURS, 2020-24	34
LE TOP 100 DU SIPRI DES ENTREPRISES DE PRODUCTION D'ARMES ET DE SERVICES MILITAIRES EN 2023	42
TRANSFORMER LA DEMANDE EN RECETTES	43
ÉVOLUTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES DU TOP 100	44
ANNEXE 1. TABLEAU DU TOP 100	54

INTRODUCTION

Ce rapport contient une synthèse des données et statistiques les plus récentes sur les dépenses militaires mondiales, la production et les transferts internationaux d'armements conventionnels publiées par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). Certains tableaux sont complétés par des statistiques socio-économiques extraites des bases de données d'Eurostat, du Fonds monétaire international, ou d'autres producteurs de données. Dans tous les cas, les sources sont clairement indiquées.

Ce Compendium 2025 annule et remplace toutes les données contenues dans les versions antérieures. Il contient une analyse condensée des tendances en matière de dépenses militaires, de production et de commerce des armes. Il expose des faits et des statistiques de base directement exploitables par le lecteur et régulièrement mis à jour sur les sites Internet du [SIPRI](#) et du [GRIP](#). Pour le lecteur qui souhaite approfondir la thématique, il constitue également un outil précieux qui facilitera l'accès et la compréhension des bases de données et analyses plus complètes du SIPRI.

Le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)

Le SIPRI a été créé à l'initiative du Parlement suédois en 1966 afin de commémorer 150 ans d'une paix ininterrompue pour la Suède. Institut international indépendant spécialisé dans la recherche sur les conflits, les armes et leur contrôle, ainsi que le désarmement, le SIPRI fournit des données, analyses et recommandations basées sur des sources ouvertes aux décideurs politiques, chercheurs, médias ainsi qu'à tout public intéressé.

Un couple exceptionnel en aura marqué les premières années, en se succédant à la tête du premier conseil d'administration. Alva Myrdal tout d'abord : écrivaine, successivement diplomate, parlementaire et membre du gouvernement suédois, elle sera nommée en 1962 représentante de la Suède à la Conférence sur le désarmement à Genève. Cheffe de file des pays non alignés, elle exercera dès ce moment une pression permanente sur les deux superpuissances (URSS et États-Unis) pour les amener sur la voie de mesures concrètes en faveur d'une réduction et du contrôle des armements. Cette ténacité sera récompensée par le prix Nobel de la Paix en 1982. Inlassable militante pour la paix, mais également convaincue de la nécessité d'aborder la lutte pour la paix et le désarmement selon une méthode rigoureuse, elle contribua à faire rapidement du SIPRI une référence internationalement reconnue. Son mari, Gunnar Myrdal, économiste engagé, de réputation internationale et lauréat du Prix de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel en 1974, lui succédera à la présidence du SIPRI de 1968 à 1973.

Le SIPRI publie depuis 1969 un annuaire, le SIPRI Yearbook, qui est devenu un ouvrage de référence aussi bien pour les gouvernements que pour les organisations non gouvernementales et les milieux académiques.

LES DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES

Le chapitre 1^{er} du Compendium est une traduction du « SIPRI Fact Sheet – Trends in World Military Expenditure, 2024¹ ». Les données relatives aux dépenses militaires dans le monde sont établies par le SIPRI selon une méthodologie rigoureuse sur la base des informations fournies par les gouvernements et les organisations internationales (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Fonds monétaire international (FMI), Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), Programme des Nations unies pour le développement (PNUD))².

La SIPRI Military Expenditure Database fournit des données sur les dépenses militaires par pays pour les années 1949 à 2024, en devises nationales aux prix courants, en USD courants ou constants aux prix de 2023, en pourcentage du PIB, en pourcentage des dépenses publiques et par habitant.

Dans la mesure du possible, les données du SIPRI sur les dépenses militaires comprennent toutes les dépenses courantes et en capital relatives aux forces armées, y compris les forces de maintien de la paix ; les ministères de la Défense et d'autres organismes gouvernementaux engagés dans des projets de défense ; les forces paramilitaires, lorsqu'on estime qu'elles sont formées et équipées pour des opérations militaires ; et les activités spatiales à caractère militaire.

Ces dépenses comprennent le personnel militaire et civil, y compris les retraites et les services sociaux liés au personnel ; les opérations et la maintenance ; l'approvisionnement ; la recherche et le développement militaire ainsi que l'aide militaire (dans les dépenses militaires du pays donateur). La défense civile et les dépenses courantes relatives aux activités militaires antérieures – comme les avantages alloués aux anciens combattants, la démobilisation et la destruction d'armes – n'en font pas partie.

La base de données et d'autres détails sur les sources et les méthodes utilisées sont disponibles en ligne : www.sipri.org/databases/milex.

LES TRANSFERTS D'ARMEMENTS CONVENTIONNELS MAJEURS

Le chapitre 2 de ce Compendium est une traduction du « SIPRI Fact Sheet – Trends in International Arms Transfers, 2024³ ». Les données et informations relatives aux transferts internationaux d'armements conventionnels sont extraites des bases de données et publications du SIPRI.

Libre d'accès depuis le 10 mars 2025, la base de données du SIPRI sur les transferts d'armes comprend des données relatives aux transferts de 2024 et des informations actualisées pour la période 1950-2024. Elle vise à favoriser une meilleure compréhension des effets des flux

1. Xiao Lang, Nan Tian, Diego Lopes Da Silva, Xiao Liang et Lorenzo Scarazzato, Zubaida Karim, Jade Guiberteau Ricard Trends in World Military Expenditure, 2024 (SIPRI, avril 2025)

2. Pour une explication de la méthodologie, voir : http://www.sipri.org/research/armaments/milex/milex_database/copy_of_sources_methods

3. Mathew George, Katarina Djokic, Zain Hussain, Pieter D. Wezeman, Siemon T. Wezeman, Trends in International Arms Transfers, 2024 (SIPRI, mars 2025).

d'armes sur la paix, la stabilité et les conflits violents. Cette Fact Sheet utilise les nouvelles données pour résumer les tendances et les schémas mondiaux, régionaux et nationaux en matière de transferts d'armes et met en lumière certaines questions et préoccupations connexes. Elle vise à encourager l'utilisation de la base de données sur les transferts d'armes à des fins de recherche, d'enquêtes, d'élaboration de politiques et de débats publics.

Cette base de données contient des informations sur tous les transferts internationaux d'armes majeures (les ventes, les dons et la production sous licence) aux États, organisations internationales et groupes armés non étatiques depuis 1950. C'est la seule ressource accessible au public de données cohérentes sur les transferts d'armes depuis cette date. La base de données peut être utilisée pour suivre les transferts d'armes majeures et répondre à des questions telles que :

- Qui sont les fournisseurs et les bénéficiaires d'armes majeures ?
- Comment les relations entre différents fournisseurs et bénéficiaires ont-elles évolué au fil du temps ?
- Où les pays en conflit se procurent-ils leurs armes ?
- Comment les États appliquent-ils leur réglementation sur le contrôle des exportations d'armes ?
- Où se produisent les accumulations potentiellement déstabilisatrices d'armes aujourd'hui ?
- Quelles armes majeures ont été exportées ou importées ?

La base de données est disponible en ligne : www.sipri.org/databases/armstransfers.

Le volume des livraisons pouvant fluctuer de manière significative d'une année à l'autre, le SIPRI présente des données pour des périodes de cinq ans, ce qui donne une mesure plus stable des tendances. Les chiffres présentés dans cette Fact Sheet ne correspondent pas toujours aux totaux indiqués en raison des conventions d'arrondis.

Les statistiques du SIPRI, bien que d'une très grande rigueur, doivent être utilisées avec prudence en raison de la méthodologie, souvent mal comprise par le public, les médias et de nombreux chercheurs : les chiffres publiés sont des indicateurs de tendance (Trend Indicator Value, TIV) établis selon une grille de prix propre au SIPRI. Le TIV est basé sur une estimation du coût de production unitaire d'un ensemble de types d'armes de référence. Lorsque le prix d'un armement n'est pas connu, il est estimé par comparaison avec les caractéristiques et l'année de production d'un armement comparable. Un armement d'occasion qui a déjà servi dans des forces armées est ainsi estimé à 40% du prix d'un armement neuf. Un armement qui a fait l'objet d'une révision ou mise à niveau majeure reçoit une valeur correspondant à 66% de celle d'un équipement neuf. Le lecteur est invité à prendre attentivement connaissance de cette méthodologie sur le site du SIPRI⁴.

Le TIV ne représente donc pas une valeur financière réelle des ventes d'armes, mais a pour objectif d'établir une unité commune pour la mesure de l'évolution dans le temps des flux d'armements entre les pays et les régions. Le TIV ne peut par conséquent en aucun cas être comparé avec, par exemple, le produit intérieur brut ou les chiffres des exportations contenus dans un rapport gouvernemental.

Les statistiques du SIPRI concernent les « armements conventionnels majeurs » (major conventional weapons) répartis en une dizaine de catégories : aéronefs, systèmes de défense

4. Pour une explication de la méthodologie, voir <http://www.sipri.org/databases/armstransfers/background>

anti-aérienne et sous-marine, véhicules blindés, artillerie, systèmes radar, missiles, navires, moteurs, satellites et autres.

Par contre, les transferts de technologies ou de services ainsi que certains équipements – dont les armes légères et de petit calibre (ALPC), les pièces d'artilleries d'un calibre inférieur à 100 mm ainsi que les munitions – sont exclus des statistiques du SIPRI. Cette exclusion doit être bien comprise pour l'interprétation des données de certains pays. C'est notamment le cas pour la Belgique, dont une part très importante des exportations porte précisément ce type d'armes et leurs munitions : les données établies par le SIPRI pour la Belgique ne peuvent par conséquent en aucune façon être comparées à celles qui sont communiquées dans les rapports des entités fédérées.

PRODUCTION D'ARMEMENTS : LE NOUVEAU TOP 100 DU SIPRI

Le chapitre 3 est une traduction du « SIPRI Fact Sheet – The SIPRI Top 100 Arms-producing and Military Services Companies, 2023⁵ » et est consacré aux principaux groupes industriels de production d'armement dans le monde.

Les éditions du Compendium antérieures à 2017 se référaient aux données du Top 100 publiées par la revue spécialisée *Defense News*. Depuis 2018, le SIPRI établit son propre classement. Ces deux classements (*Defense News* et SIPRI) diffèrent peu mais suffisamment pour impliquer des divergences significatives pour la suite du classement. Bien que le GRIP privilégie dans ce Compendium le Top 100 établi par le SIPRI en raison d'une méthodologie rigoureuse et qui présente aussi l'avantage de répertorier les principales filiales des grands groupes, il publie également, dans la rubrique « Chiffres clés » sur son site Internet, le Top 100 établi par *Defense News*. Voir www.grip.org/la-production-mondiale-darmement.

5. Lorenzo Scarazzato, Nan Tian, Diego Lopes Da Silva, Xiao Liang, Katarina Djokovic, The SIPRI Top 100 arms-producing and military services companies, 2022 (SIPRI, décembre 2023).

TENDANCES DES DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES, 2024

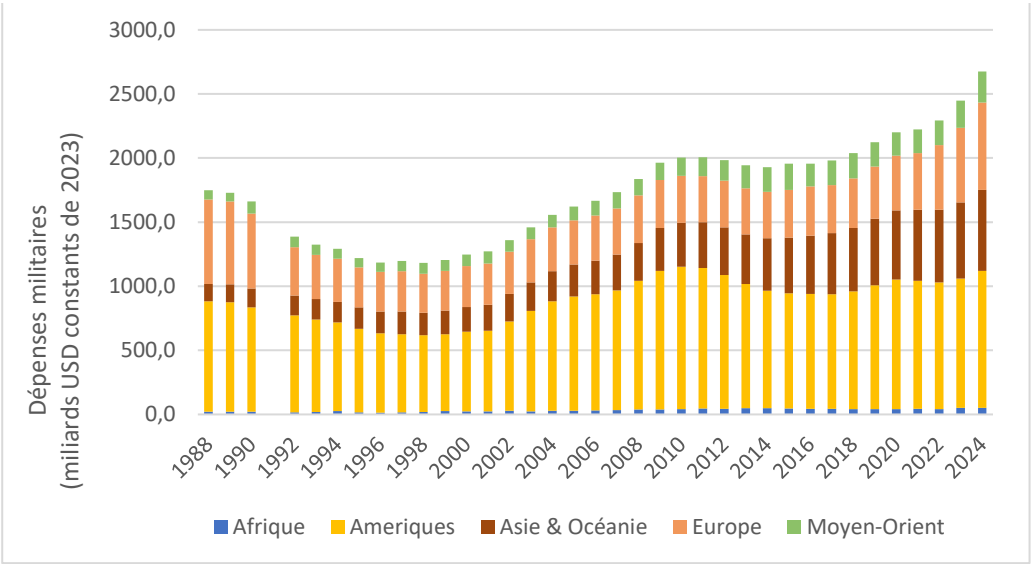
Xiao Liang, Nan Tian, Diego Lopes Da Silva, Lorenzo Scarazzato, Zubaida Karim et Jade Guiberteau Ricard

Les dépenses militaires mondiales ont atteint 2 718 milliards USD en 2024, ce qui signifie qu'elles ont augmenté chaque année pendant une décennie, avec une hausse de 37% entre 2015 et 2024 (voir figure 1). L'augmentation de 9,4% enregistrée en 2024 est la plus forte augmentation en glissement annuel depuis au moins 1988. Le fardeau militaire mondial – défini comme les dépenses militaires en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) mondial – a augmenté pour atteindre 2,5% en 2024. La part des dépenses militaires moyennes dans les dépenses publiques a atteint 7,1% en 2024 et les dépenses militaires mondiales par personne ont atteint leur niveau le plus élevé depuis 1990, soit 334 USD.

Pour la deuxième année consécutive, les dépenses militaires ont augmenté dans les cinq régions géographiques, reflétant les tensions géopolitiques accrues à l'échelle mondiale. La croissance des dépenses mondiales au cours de la dernière décennie peut être attribuée en partie à l'augmentation des dépenses en Europe, principalement due à la guerre en cours entre la Russie et l'Ukraine, ainsi qu'à la guerre à Gaza au Moyen-Orient et aux conflits régionaux plus larges. De nombreux pays se sont également engagés à augmenter leurs dépenses militaires, ce qui entraînera une nouvelle augmentation mondiale dans les années à venir.

Cette fiche d'information du SIPRI examine les données régionales et nationales relatives aux dépenses militaires pour 2024 et les tendances pour la décennie 2015-24. Ces données remplacent toutes celles sur les dépenses militaires publiées précédemment par le SIPRI et proviennent de la base de données actualisée du SIPRI sur les dépenses militaires.

Figure 1. Dépenses militaires mondiales, par région, 1988-2024



Note : L'absence de données pour l'Union soviétique en 1991 signifie qu'aucun total ne peut être calculé pour cette année.

Source : [Base de données des dépenses militaires du SIPRI](#), avril 2025

Tableau 1. Les 40 pays aux dépenses militaires les plus élevées en 2024

Les dépenses et le PIB sont exprimés en USD, aux prix et taux de change courants. Les variations sont en valeurs réelles, sur la base d'USD constants (2023). Les pourcentages inférieurs à 10 sont arrondis à la première décimale ; les pourcentages supérieurs à 10 sont arrondis aux nombres entiers. Les chiffres et les pourcentages peuvent ne pas correspondre aux totaux ou sous-totaux indiqués en raison des conventions d'arrondi.

Rang		Pays	Dépenses (mds USD)	Variation (%)		Dépenses (en% du PIB ^a)		Part mondiale (%)
2024	2023 ^a		2024	2023-24	2015-24	2024	2015	2024
1	1	États-Unis	997	5,7	19	3,4	3,5	37
2	2	Chine	[314]	7,0	59	[1,7]	[1,8]	[12]
3	5	Russie	[149]	38	100	[7,1]	[4,9]	[5,5]
4	3	Allemagne	88,5	28	89	1,9	1,1	3,3
5	8	Inde	86,1	1,6	42	2,3	[2,5]	[3,2]
Sous-total top 5			1 635	..	..	..	..	60
6	6	Royaume-Uni	81,8	2,8	23	2,3	2,0	3,0
7	7	Arabie Saoudite	[80,3]	1,5	-20	[7,3]	[13]	[3,0]
8	11	Ukraine	64,7	2,9	1 251	34	3,8	2,4
9	8	France	64,7	6,1	21	2,1	1,9	2,4
10	9	Japon	55,3	21	49	1,4	0,9	2,0
Sous-total top 10			1 981	..	..	..	..	73
11	10	Corée du Sud	47,6	1,4	30	2,6	2,4	1,8
12	12	Israël	46,5	65	135	8,8	5,4	1,7
13	13	Pologne	38,0	31	159	4,2	2,1	1,4
14	19	Italie	38,0	1,4	45	1,6	1,2	1,4
15	15	Australie	33,8	1,9	25	1,9	2,0	1,2
Sous-total top 15			2 185	..	..	..	..	80
16	14	Canada	29,3	6,8	38	1,3	1,2	1,1
17	17	Türkiye	25,0	12	110	1,9	1,8	1,0
18	16	Espagne	24,6	0,4	35	1,4	1,3	0,9
19	28	Pays-Bas	23,2	35	111	1,9	1,1	0,7

20	21	Algérie	21,8	12	69	8,0	5,6	0,7
21	20	Brésil	20,9	-0,4	-14	1,0	1,4	0,7
22	23	Mexique	16,7	39	129	0,9	0,5	0,6
23	22	Taiwan	16,5	1,8	48	2,1	1,9	0,5
24	26	Colombie	15,1	14	35	3,4	3,1	0,5
25	27	Singapour	15,1	3,0	32	2,8	3,0	0,4
26	33	Suède	12,0	34	113	2,0	1,1	0,4
27	25	Indonésie	11,0	-0,4	31	0,8	0,9	0,4
28	32	Norvège	10,4	17	79	2,1	1,5	0,4
29	30	Pakistan	10,2	-5,1	-0,7	2,7	3,2	0,4
30	24	Danemark	10,0	20	154	2,4	1,1	0,3
31	38	Roumanie	8,7	43	143	2,3	1,5	0,3
32	31	Belgique	8,6	7,4	58	1,3	0,9	0,3
33	29	Grèce	8,0	11	45	3,1	2,5	0,3
34	34	Iran	7,9	-10	21	2,0	2,6	0,3
35	46	Koweït	7,8	-2,6	10	4,8	5,0	0,3
36	37	Finlande	7,0	16	73	2,3	1,5	0,3
37	36	Suisse	6,7	3,1	26	0,7	0,7	0,2
38	35	République Tchèque	6,5	32	129	1,9	0,9	0,2
39	40	Iraq	6,2	4,4	-41	2,4	5,4	0,2
40	43	Philippines	6,1	19	67	1,3	1,1	0,2
Sous-total top 40			2 521	..	..	..	..	93
Monde			2 718	9,4	37	2,5	2,3	100

.. = données non disponibles ou non applicables ; [] = estimation du SIPRI ; PIB = produit intérieur brut.

^a Les classements de 2023 sont basés sur les chiffres des dépenses militaires mis à jour dans l'édition actuelle de la base de données du SIPRI sur les dépenses militaires. Ils peuvent donc différer des classements de 2023 donnés dans le SIPRI Yearbook 2024 et dans d'autres publications du SIPRI parues en 2024.

^b Les chiffres des dépenses militaires en pourcentage du PIB sont basés sur des estimations du PIB de 2024 du Fonds monétaire international (FMI).

Sources : [Base de données du SIPRI sur les dépenses militaires](#), avril 2025 ; FMI, [base de données des perspectives économiques mondiales](#), octobre 2024 ; et FMI, [base de données des statistiques financières internationales](#), septembre 2024.

LES PLUS GRANDS DÉPENSISERS MILITAIRES EN 2024

Bien que 2024 ait été marquée par des conflits armés et des tensions interétatiques croissantes dans le monde entier, la forte augmentation des dépenses militaires à l'échelle mondiale a été le fait d'un nombre relativement restreint de pays (voir tableau 1). Les deux pays les plus dépensiers, les États-Unis et la Chine, représentaient près de la moitié des dépenses militaires mondiales en 2024 (voir figure 2). Ensemble, les 15 premiers dépensiers en 2024 représentaient 80% des dépenses militaires mondiales (2 185 milliards USD) et 79% de l'augmentation totale des dépenses au cours de l'année. Les 15 pays ont tous augmenté leurs dépenses militaires en 2024. Les deux plus fortes hausses en pourcentage par rapport à l'année précédente ont été enregistrées par Israël (+65%) et la Russie (+38%), ce qui souligne l'effet des conflits majeurs sur les tendances des dépenses en 2024.

Avec 997 milliards USD en 2024, les dépenses militaires américaines ont augmenté de 5,7% par rapport à 2023 et de 19% par rapport à 2015. Les États-Unis sont restés de loin le pays le plus dépensier au monde, avec des dépenses 3,2 fois supérieures à celles du deuxième pays le plus dépensier, la Chine. Les États-Unis représentaient 37% des dépenses militaires mondiales en 2024 et 66% des dépenses des membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (voir encadré 1).

En 2024, le ministère de la Défense (DOD) représentait 89% des dépenses militaires américaines. Environ 7,0% des dépenses totales des États-Unis correspondaient à des dépenses supplémentaires par rapport au budget initial du DOD. Les lignes budgétaires liées au domaine militaire du ministère de l'Énergie, du département d'État et du Programme National de Renseignement (National Intelligence Program) représentaient les 11% restants des dépenses américaines.

Les priorités budgétaires des États-Unis pour 2024 s'alignent sur la stratégie de défense nationale (National Defense Strategy, NDS) de 2022, qui vise à renforcer la dissuasion à l'égard de la Russie à court terme et de la Chine à long terme. Le renforcement de la « dissuasion intégrée », soutenue par des forces conventionnelles crédibles au combat et des armes nucléaires, était au cœur des préoccupations, avec 246 milliards USD alloués à cette fin en 2024. Ce montant comprend 37,7 milliards USD pour la modernisation des armes nucléaires et 29,8 milliards USD pour la défense antimissile. Afin de renforcer leur puissance aérienne et maritime, les États-Unis ont dépensé 61,1 milliards USD en systèmes d'armement pour leurs avions de

FAITS SAILLANTS

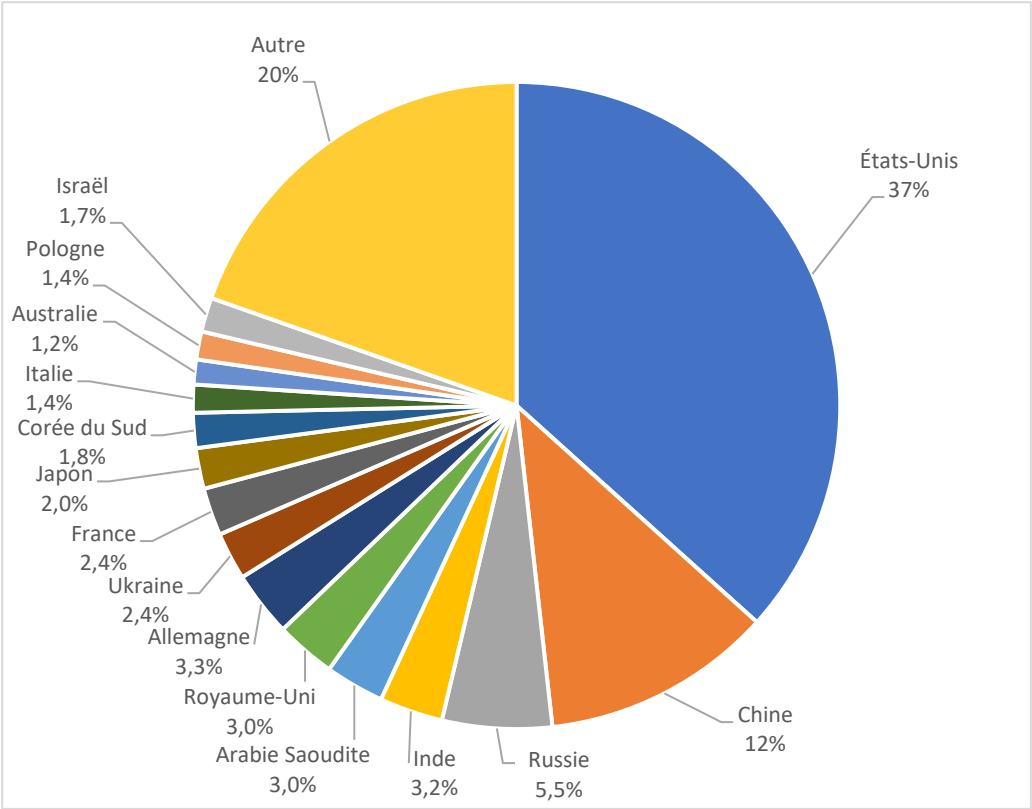
- Les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 9,4% en valeurs réelles pour atteindre 2 718 milliards USD en 2024, soit le total mondial le plus élevé jamais enregistré par le SIPRI et la dixième année consécutive d'augmentation.
- Les dépenses militaires totales représentaient 2,5% du produit intérieur brut (PIB) mondial en 2024.
- Les cinq pays les plus dépensiers en 2024 étaient les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Allemagne et l'Inde, qui représentaient ensemble 60% des dépenses militaires mondiales.
- Les dépenses militaires des États-Unis s'élevaient à 997 milliards USD en 2024, tandis que celles de la Chine étaient estimées à 314 milliards USD.
- Les dépenses militaires de la Russie ont augmenté de 38% en 2024 pour atteindre un montant estimé à 149 milliards USD, soit 7,1% du PIB russe.
- L'Ukraine était le huitième pays le plus dépensier en matière militaire en 2024, avec des dépenses en hausse de 2,9% pour atteindre 64,7 milliards USD, soit 34% de son PIB.
- Les dépenses militaires totales en Europe ont augmenté de 17% pour atteindre 693 milliards USD en 2024. Tous les pays européens ont augmenté leurs dépenses militaires en 2024, à l'exception de Malte.
- En 2024, les dépenses militaires totales des États membres de l'OTAN ont atteint 1 506 milliards USD, soit 55% des dépenses mondiales. Les membres européens de l'OTAN ont dépensé au total 454 milliards USD. Sur les 32 membres de l'OTAN, 18 ont consacré au moins 2,0% de leur PIB à leurs forces armées en 2024, contre 11 en 2023.

combat F-35 en 2024 et 48,1 milliards USD pour de nouveaux navires de guerre.

Les dépenses supplémentaires du DOD, qui ont atteint 72,8 milliards USD en 2024, étaient également conformes aux priorités de la NDS. Elles comprenaient 48,4 milliards USD pour l'Ukraine (aide financière, équipement et formation) et 10,6 milliard USD pour soutenir Israël. Pour contrer les menaces perçues provenant de la Chine, le DOD a alloué un total de 2,6 milliards USD pour renforcer les capacités des États-Unis et de leurs alliés dans la région indopacifique, dont 1,9 milliard USD d'aide militaire à Taïwan. Le DOD a également alloué 3,3 milliards USD à la base industrielle sous-marine américaine pour l'AUKUS, un partenariat trilatéral en matière de sécurité entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis. 5,4 milliards USD supplémentaires ont été consacrés aux objectifs de la NDS visant à restaurer la préparation militaire des États-Unis et à renforcer leur domination stratégique et leurs alliances mondiales.

La Chine, deuxième pays le plus dépensier au monde, a alloué environ 314 milliards USD à son armée en 2024, soit une augmentation de 7,0% par rapport à 2023. Il s'agit de la plus forte augmentation annuelle des dépenses militaires chinoises depuis 2015 et de la 30e année consécutive de croissance, la plus longue série ininterrompue enregistrée par un pays dans la base de données du SIPRI sur les dépenses militaires. Les dépenses chinoises ont augmenté de 59% au cours de la décennie 2015-24. Le renforcement militaire de la Chine a également influencé les politiques militaires de ses voisins, incitant nombre d'entre eux à augmenter leurs dépenses.

Figure 2. Part des dépenses militaires mondiales des 15 pays aux dépenses les plus élevées en 2024



Encadré 1. Dépenses militaires des membres de l'OTAN

En 2024, les dépenses militaires des 32 membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ont totalisé 1 506 milliards USD, soit 55% des dépenses militaires mondiales^a. Ensemble, les membres européens de l'OTAN ont dépensé 454 milliards USD, soit 30% des dépenses totales de l'OTAN, contre 28% en 2023. En 2024, les dépenses militaires de l'ensemble des membres de l'OTAN ont augmenté de 8,9% par rapport à l'année précédente et de 31% par rapport à 2015. Tous les membres de l'OTAN ont augmenté leurs dépenses militaires en 2024 (à l'exception de l'Islande, qui n'a pas de dépenses militaires). En moyenne, les membres de l'OTAN ont dépensé 16% de plus qu'en 2023, avec des variations allant de +0,4% pour l'Espagne à +43% pour la Roumanie. Au cours de la décennie 2015-24, les 28 pays qui faisaient partie de l'OTAN en 2015 ont augmenté leurs dépenses militaires de 107% en moyenne, avec des variations allant de +19% pour les États-Unis à +272% pour la Lituanie.

En 2014, tous les membres de l'OTAN se sont engagés à consacrer 2,0% de leur produit intérieur brut (PIB) à l'armée d'ici 2024. En 2023, ils ont révisé cette directive pour la porter à « au moins » 2,0% du PIB. Sur les 32 membres de l'OTAN, 18 ont consacré au moins 2,0% de leur PIB à leurs dépenses militaires en 2024, contre 11 en 2023, ce qui représente le nombre le plus élevé depuis l'introduction de cette directive. Avec 2,2%, le fardeau militaire des membres de l'OTAN en 2024 a également dépassé 2,0%, allant de 1,0% pour le Luxembourg à 4,2% pour la Pologne. Les dépenses militaires des membres de l'OTAN en pourcentage des dépenses publiques s'élevaient en moyenne à 4,9% en 2024, allant de 2,0% au Luxembourg à 9,1% aux États-Unis. En 2024, les dépenses militaires par personne de tous les membres de l'OTAN s'élevaient à 1 528 USD, contre 970 USD en 2015.

^aLa méthodologie utilisée par le SIPRI pour calculer les dépenses militaires et le fardeau militaire repose sur des sources ouvertes et diffère de celle utilisée par l'OTAN pour ses données annuelles. Par conséquent, les données du SIPRI peuvent ne pas correspondre exactement à celles publiées par l'OTAN.

L'augmentation des dépenses de la Chine est largement motivée par son objectif à long terme de moderniser son armée dans tous les domaines d'ici 2035. Elle a dévoilé plusieurs capacités améliorées en 2024, notamment de nouveaux avions de combat furtifs, des véhicules aériens sans pilote (UAV) et des véhicules sous-marins sans pilote. La Chine a également poursuivi l'expansion rapide de son arsenal nucléaire en 2024 et a pris des mesures pour renforcer certains types de capacités de contre-espace et de cyberguerre. Elle a créé des forces aérospatiales et de cyberspace distinctes en 2024.

En 2024, les dépenses militaires de la Russie ont atteint environ 149 milliards USD, soit 38% de plus qu'en 2023 et le double du niveau de 2015. Ses dépenses militaires en 2024 représentaient 7,1% de son PIB et 19% des dépenses totales du gouvernement russe.

Le budget militaire de la Russie est devenu de plus en plus opaque depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en 2022. Environ 30% des dépenses budgétaires ont été classées confidentielles en 2024. Les dépenses militaires réelles de la Russie en 2024 devraient également être supérieures aux 149 milliards USD estimés ici : le budget a été modifié une nouvelle fois en octobre 2024 afin de soutenir l'effort de guerre de la Russie, ce qui rend difficile

l'estimation du total des dépenses annuelles réelles, et l'armée a continué à recevoir des contributions supplémentaires provenant des budgets régionaux et des financements extra-budgétaires d'autres sources au cours de l'année.

Une part importante des dépenses militaires russes en 2024 a été consacrée à l'industrie de l'armement afin de financer de nouvelles acquisitions de systèmes d'armes utilisés lors de l'invasion de l'Ukraine et de subventionner certains fabricants d'armes qui seraient au bord de la faillite. Les aides sociales, notamment les paiements versés au personnel militaire, ont constitué une autre dépense importante, atteignant 9,4 milliards USD en octobre 2024, soit plus que les 5,7 milliards USD prévus dans le budget initial.

En 2024, les dépenses militaires de l'Allemagne ont augmenté pour la troisième année consécutive pour atteindre 88,5 milliards USD, soit 1,9% du PIB, ce qui en fait le quatrième pays le plus dépensier au monde et le plus important d'Europe centrale et occidentale pour la première fois depuis la réunification. Les dépenses militaires de l'Allemagne ont augmenté de 28% par rapport à 2023 et de 89% par rapport à 2015, alors que le pays continuait à mettre en œuvre un fonds extra-budgétaire de 100 milliards EUR (105 milliards USD en 2022) créé en 2022 pour renforcer le budget militaire. En 2024, le Parlement allemand a approuvé de nouvelles acquisitions d'armes et de nouveaux programmes de recherche et développement militaires financés en partie par ce fonds. L'Allemagne a fourni une aide militaire financière de 7,7 milliards USD à l'Ukraine en 2024, ce qui représente le deuxième don le plus important à l'Ukraine au cours de l'année après les États-Unis.

L'Inde, cinquième pays le plus dépensier au monde en 2024, a augmenté ses dépenses à 86,1 milliards USD, soit une hausse de 1,6% par rapport à 2023 et de 42% par rapport à 2015. L'Inde, qui est l'un des plus grands importateurs d'armes au monde, a mis en place une politique visant à réduire sa dépendance vis-à-vis des importations d'armes. Cette politique, qui consacre 75% des dépenses d'investissement indiennes (soit 22% des dépenses militaires totales) au financement des achats militaires nationaux, a considérablement progressé au fil des ans, l'Inde étant désormais en mesure de produire des véhicules blindés, des hélicoptères et des sous-marins. Elle reste toutefois dépendante des importations pour certains systèmes plus avancés, tels que les avions de combat.

LES TENDANCES RÉGIONALES

Les pays des Amériques représentaient 41% du total des dépenses militaires mondiales en 2024 (voir tableau 2), suivis par les pays d'Europe (26%), d'Asie et d'Océanie (23%), du Moyen-Orient (9.0%) et d'Afrique (1,9%).

Afrique

Les dépenses militaires en Afrique s'élevaient à 52,1 milliards USD en 2024, ce qui représente 3,0% de plus qu'en 2023 et 11% de plus qu'en 2015.

Les dépenses militaires en Afrique du Nord ont atteint 30,2 milliards USD en 2024, soit une hausse de 8,8% par rapport à 2023 et de 43% par rapport à 2015. L'Algérie et le Maroc ont représenté 90% du total de la sous-région. Alimentées par les recettes provenant des hydrocarbures, les dépenses de l'Algérie ont augmenté de 12% pour atteindre 21,8 milliards USD en 2024, et le pays est resté le plus grand dépensier militaire d'Afrique. Le budget militaire de l'Algérie représentait la plus grande part de toutes les dépenses publiques (21%). Après deux

baisses annuelles consécutives, le Maroc a augmenté ses dépenses militaires de 2,6% en 2024, pour atteindre 5,5 milliards USD. Cette augmentation est principalement due à la hausse des dépenses de personnel.

Les dépenses militaires en Afrique subsaharienne ont atteint 21,9 milliards USD en 2024, soit 3,2% de moins qu'en 2023, et 13% de moins qu'en 2015. La baisse en 2024 est attribuée à la diminution des dépenses en Afrique du sud, au Nigéria et en Éthiopie – qui figurent parmi les pays les plus dépensiers d'Afrique subsaharienne. Les dépenses militaires de l'Afrique du Sud, le plus grand dépensier de la sous-région, ont diminué pour la quatrième année consécutive, pour s'établir à 2,8 milliards USD, soit 6,3% de moins qu'en 2023 et 25% de moins qu'en 2015. Cette réduction s'inscrit dans la stratégie budgétaire de l'Afrique du Sud qui consiste à donner la priorité à la croissance économique et aux services sociaux plutôt qu'aux dépenses militaires.

Le Mali, le Burkina Faso et le Niger sont sous le joug de juntas militaires depuis les coups d'État de 2021, 2022 et 2023 respectivement. Ensemble, ces trois pays ont alloué un total de 2,4 milliards USD à leurs armées en 2024. Tous trois ont rompu leur coopération sécuritaire avec la France et considérablement augmenté leurs dépenses militaires depuis la prise du pouvoir par les militaires. Les dépenses militaires du Mali ont augmenté de 38% entre 2020 et 2024, celles du Burkina Faso de 108% entre 2021 et 2024, et celles du Niger de 56% entre 2022 et 2024. Le Tchad a également annoncé la fin de sa coopération militaire avec la France en 2024 et a augmenté ses dépenses militaires de 43% au cours de l'année, pour atteindre 558 millions USD. Cela a fait passer son fardeau militaire de 0,9 point de pourcentage, soit la plus forte augmentation annuelle en Afrique, à 3,0% du PIB.

Tableau 2. Dépenses militaires, par région et sous-région, 2024

Les chiffres des dépenses sont en USD, aux prix et taux de change actuels. Les variations sont en termes réels, sur la base de l'USD constant (2023). Les pourcentages inférieurs à 10 sont arrondis à une décimale ; ceux supérieurs à 10 sont arrondis aux nombres entiers. Les chiffres et les pourcentages peuvent ne pas correspondre aux totaux ou sous-totaux indiqués en raison des conventions d'arrondi.

Région et sous-région	Dépenses (mds USD)		Variation (%)	Part mondiale (%)
	2024	2023-24	2015-24	2024
Monde	2 718	9,4	37	100
Afrique^a	52,1	3,0	11	1,9
Afrique du Nord	30,2	8,8	43	1,1
Afrique sub-saharienne ^a	21,9	-3,2	-13	0,8
Amériques^b	1 100	5,8	19	40
Amérique centrale et Caraïbes ^b	19,8	31	111	0,7
Amérique du Nord	1 027	5,7	19	38
Amérique du Sud	53,6	-0,1	-4,1	2,0
Asie et Océanie^c	629	6,3	46	23
Asie centrale ^d	1,9	-5,5	-25	0,1
Asie de l'Est ^e	433	7,8	54	16
Océanie	37,0	1,5	26	1,4
Asie du Sud	102	1,0	34	3,8
Asie du Sud-Est ^f	54,9	7,5	27	2,0
Europe	693	17	83	26
Europe centrale et occidentale	472	14	59	17
Europe de l'Est	221	24	164	8,1
Moyen-Orient^g	(243)	15	19	(9,0)

() = estimation incertaine.

^a Les chiffres excluent Djibouti, l'Érythrée et la Somalie.

^b Les chiffres ne tiennent pas compte de Cuba.

^c Les chiffres ne comprennent pas le Laos, la Corée du Nord, le Turkménistan et l'Ouzbékistan.

^d Les chiffres ne tiennent pas compte du Turkménistan et de l'Ouzbékistan.

^e Les chiffres excluent la Corée du Nord.

^f Les chiffres excluent Le Laos.

^g Les chiffres excluent la Syrie et le Yémen.

Source : [Base de données des dépenses militaires du SIPRI](#), avril 2025

Amériques

Les dépenses militaires des pays des Amériques ont atteint 1 100 milliards USD en 2024, soit 5,8% de plus qu'en 2023 et 19% de plus qu'en 2015.

En 2024, les dépenses militaires de l'Amérique du Nord ont augmenté de 5,7% pour atteindre 1 027 milliards USD, soit 19% de plus qu'en 2015. Les dépenses militaires du Canada ont augmenté de 6,8% en 2024 et de 38% au cours de la décennie 2015-24. Le Canada a consacré 29,3 milliards USD, soit 1,3% du PIB, à l'armée en 2024. Le gouvernement s'est engagé à porter les dépenses militaires à 2,0% du PIB d'ici 2027, révisant ainsi son objectif précédent fixé pour 2032.

Les dépenses militaires en Amérique centrale et dans les Caraïbes ont plus que doublé entre 2015 et 2024 (+111%). Les dépenses dans la sous-région ont augmenté de 31% rien qu'en 2024, pour atteindre 19,8 milliards USD. Cette forte augmentation est presque entièrement due aux dépenses du Mexique, qui ont augmenté de 39% en 2024, pour atteindre 16,7 milliards USD, le Mexique ayant augmenté le financement de la Guardia Nacional (Garde nationale) et de la marine. Les crédits alloués à la Guardia Nacional, une force militarisée utilisée pour freiner les activités criminelles, ont augmenté régulièrement depuis sa création en 2019, reflétant la réponse de plus en plus militarisée du gouvernement à la criminalité organisée.

Les dépenses militaires en Amérique du Sud sont restées stables en 2024, à 53,6 milliards USD (-0,1%). Il convient de noter que les dépenses militaires de la Colombie ont augmenté de 14% en 2024, pour atteindre 15,1 milliards USD, ce qui représente la plus forte augmentation en dix ans. Cette hausse est principalement due à l'intensification des opérations militaires menées par le gouvernement au cours de l'année dans le sud-ouest de la Colombie après le retrait des groupes armés non étatiques dissidents des pourparlers de paix.

En 2024, le Guyana a enregistré la plus forte augmentation annuelle en pourcentage des dépenses militaires dans le monde. Les dépenses du Guyana ont augmenté de 78%, pour atteindre 202 millions USD, dans un contexte de tensions accrues après que le Venezuela voisin a revendiqué de manière unilatérale la région contestée de l'Essequibo en mars 2024. Il n'est pas possible de fournir une estimation des dépenses militaires du Venezuela en raison du manque de fiabilité des données économiques depuis 2017.

Asie et Océanie

Les dépenses militaires totales en Asie et en Océanie en 2024 s'élevaient à 629 milliards USD. Cela représente une augmentation de 6,3% par rapport à 2023 et de 46% par rapport à 2015, poursuivant une tendance à la hausse ininterrompue depuis au moins 1989. L'augmentation en glissement annuel en 2024 a été la plus forte depuis 2009, reflétant l'intensification des tensions dans la région, en particulier en Asie de l'Est. Les dépenses militaires en Asie de l'Est ont augmenté de 7,8% en 2024, pour atteindre 433 milliards USD.

Le Japon a alloué 55,3 milliards USD à son armée en 2024, soit 21% de plus qu'en 2023 et 49% de plus qu'en 2015. L'augmentation d'une année sur l'autre en 2024 est la plus importante depuis 1952 et a porté le fardeau militaire du Japon à 1,4% du PIB, son niveau le plus élevé depuis 1958. Cela s'inscrit dans le cadre du plan de renforcement militaire du Japon (2022-27), qui met l'accent sur les capacités de frappe à longue portée et les systèmes de défense aérienne. Le Japon a dépensé 13 milliards USD pour ces systèmes en 2024, y compris des missiles de frappe terrestre à longue portée fabriqués aux États-Unis.

En 2024, la Corée du Sud a consacré 47,6 milliards USD à son armée, soit une augmentation de 1,4% par rapport à 2023 et de 30% par rapport à 2015, ce qui lui confère le fardeau militaire le plus élevé d'Asie de l'Est (2,6% du PIB). La Corée du Sud a continué d'acquérir des systèmes de frappe préventive, tels que des missiles balistiques et des avions de combat F-35A, dans le cadre de son programme d'approvisionnement à grande échelle visant à contrer la menace croissante perçue de la Corée du Nord.

En 2024, les dépenses militaires de Taïwan ont augmenté de 1,8% pour atteindre 16,5 milliards USD, soit 48% de plus qu'en 2015. Dans un contexte de tensions croissantes avec la Chine, Taïwan continue d'acheter des armes fabriquées aux États-Unis et de développer ses propres systèmes.

En 2024, Taïwan a dévoilé de nouveaux drones et systèmes anti-drones produits localement, et environ 18% de son budget a été consacré à des systèmes navals américains et à la modernisation de ses avions de combat F-16. Alors que les conflits internes s'intensifiaient et que la junte militaire au pouvoir continuait de perdre du terrain face aux groupes rebelles, les dépenses militaires du Myanmar ont atteint 5 milliards USD en 2024. Les dépenses du Myanmar ont augmenté de 66% et son fardeau militaire est passé à 6,8% du PIB, ce qui représente la plus forte augmentation en pourcentage d'une année sur l'autre et le fardeau le plus élevé enregistré en Asie et en Océanie en 2024.

Encadré 2. Financement des dépenses militaires et leurs répercussions plus larges

Alors que les dépenses militaires mondiales atteignent des niveaux historiques et que les gouvernements s'engagent à les augmenter encore, les pays doivent trouver des moyens de financer cette hausse. Si, par exemple, tous les membres européens de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) avaient alloué 2,0% de leur produit intérieur brut (PIB) à l'armée en 2024 (voir encadré 1, page 4), ils auraient dépensé 33,7 milliards USD, soit 7,4% de plus que leurs dépenses militaires réelles pour l'année. Pour atteindre le niveau de 5,0% du PIB, les membres européens de l'OTAN auraient dû dépenser 663 milliards USD, soit 146% de plus que leurs dépenses réelles en 2024.

Les nouvelles politiques visant à augmenter rapidement les dépenses militaires pèsent déjà sur les finances publiques. Certains gouvernements européens réaffectent des fonds destinés à d'autres priorités nationales. Le Royaume-Uni, par exemple, prévoit de réduire son aide au développement à l'étranger de 0,5% à 0,3% du revenu national brut, afin de réaffecter ces dépenses à l'armée. Certains gouvernements ont mis en place des mécanismes extra-budgétaires, tels que le fonds polonais de soutien aux forces armées, financé principalement par l'émission d'obligations, tandis que la France a étudié des moyens de mobiliser l'épargne privée pour soutenir l'industrie française de l'armement. D'autres gouvernements ont largement recouru à l'emprunt. L'Estonie a notamment augmenté son déficit budgétaire entre 2022 et 2023 afin de renforcer ses dépenses militaires, tandis que l'Allemagne prévoit d'assouplir ses règles budgétaires afin d'augmenter sa dette en 2025 pour aider à financer son renforcement militaire. L'Union européenne a également proposé d'assouplir les règles en matière de déficit budgétaire et de recourir à la Banque européenne d'investissement pour soutenir l'industrie européenne de l'armement. Au-delà de l'Europe, le Japon prévoit d'augmenter les impôts sur le revenu, les sociétés et le tabac afin de financer son renforcement militaire, tandis que le Myanmar a augmenté ses dépenses militaires de 16% à 29% des dépenses publiques en détournant des ressources des programmes sociaux.

Ces approches ont des conséquences économiques, politiques et sociales importantes. Si l'augmentation de la dette pour renforcer les budgets militaires peut constituer une solution à court terme, elle risque de compromettre la stabilité macroéconomique en faisant grimper l'inflation et les taux d'intérêt. La réorientation des dépenses sociales ou de l'aide internationale afin de libérer des ressources peut avoir des effets négatifs sur la protection socio-économique, ce qui pourrait avoir de lourdes conséquences pour les groupes ou les pays les plus vulnérables. Selon la manière dont elles sont mises en œuvre, les hausses d'impôts destinées à financer les dépenses militaires peuvent soulever des questions de répartition, car des augmentations généralisées de l'impôt sur le revenu ou des taxes à la consommation peuvent avoir des effets régressifs et aggraver les inégalités économiques et sociales.

Europe

En 2024, les dépenses militaires totales en Europe ont augmenté de 17% pour atteindre 693 milliards USD, soit une hausse de 83% par rapport à 2015. La guerre entre la Russie et l'Ukraine, qui en était à sa troisième année en 2024, a continué à faire grimper les dépenses militaires, poussant les dépenses européennes au-delà du niveau enregistré à la fin de la guerre froide. Tous les pays européens ont augmenté leurs dépenses militaires en 2024, à l'exception de

Malte.

Les dépenses militaires en Europe centrale et occidentale ont augmenté de 14% pour atteindre 472 milliards USD en 2024, soit une hausse de 59% au cours de la décennie 2015-24. En 2024, le Royaume-Uni a augmenté ses dépenses militaires de 2,8% pour atteindre 81,8 milliards USD. Cela équivaut à 2,3% du PIB, contre 2,2% en 2023. Le Royaume-Uni s'est engagé à consacrer 2,5% de son PIB à l'armée d'ici 2027, un changement par rapport à l'objectif initial fixé pour 2030, et a pour objectif à long terme de porter ce chiffre à 3,0%. Le Royaume-Uni s'est également engagé à soutenir l'Ukraine à hauteur de 3,8 milliards USD par an en aide militaire (y compris une aide financière et en équipement) jusqu'en 2030 au moins. En 2024, il a fourni 3,3 milliards USD d'aide militaire financière à l'Ukraine.

En 2024, les dépenses militaires de la France ont augmenté de 6,1% pour atteindre 64,7 milliards USD, soit 2,1% du PIB. Cette augmentation est conforme à la loi de programmation militaire 2024-2030, qui vise à renforcer l'autonomie stratégique de la France et à adapter son industrie de l'armement à une « économie de guerre » soutenue par l'innovation industrielle. En février 2024, la France et l'Ukraine ont signé un accord bilatéral prévoyant une aide militaire supplémentaire à l'Ukraine pouvant atteindre 3 milliards USD en 2024.

Les dépenses militaires de la Pologne ont augmenté de 31% en 2024, pour atteindre 38 milliards USD, soit 4,2% du PIB, ce qui représente le fardeau le plus élevé d'Europe centrale et occidentale et dépasse légèrement l'objectif de 4,0% annoncé par le gouvernement en 2023. Le fardeau militaire de la Pologne a augmenté de 0,9 point de pourcentage entre 2023 et 2024. Ses dépenses en 2024 ont été financées en partie par un mécanisme de financement hors budget établi en 2022 (voir encadré 2).

En 2024, année où la Suède a officiellement rejoint l'OTAN, les dépenses militaires suédoises ont augmenté de 34% pour atteindre 12 milliards USD, soit 2,0% du PIB (voir encadré 1, page 4). Les dépenses militaires de la Suède ont plus que doublé au cours de la décennie 2015-24 (+113%). En 2024, la Suède a créé un fonds de soutien destiné à fournir une aide militaire totale de 2,4 milliards USD à l'Ukraine entre 2024 et 2026.

Les dépenses militaires en Europe de l'Est ont augmenté de 24% en 2024, pour atteindre 221 milliards USD, soit le niveau le plus élevé depuis la chute de l'Union soviétique. Cette augmentation est principalement due à la hausse des dépenses en Russie et en Ukraine. Les dépenses militaires en Europe de l'Est ont augmenté de 164% au cours de la décennie 2015-24.

En 2024, les dépenses militaires de l'Ukraine ont augmenté de 2,9% pour atteindre 64,7 milliards USD, soit 43% des dépenses de la Russie sur l'année et 54% des dépenses totales du gouvernement ukrainien. L'Ukraine avait de loin le fardeau militaire le plus élevé au monde : ses dépenses militaires représentaient 34% du PIB en 2024, contre 37% en 2023. En 2024, l'ensemble des recettes fiscales de l'Ukraine ont été entièrement absorbées par ses dépenses militaires, tandis que toutes les dépenses socio-économiques non militaires ont été financées par l'aide étrangère. L'Ukraine a reçu au moins 60 milliards USD d'aide militaire financière en 2024, principalement des États-Unis, mais aussi de l'Allemagne et d'autres pays européens. Le SIPRI inclut l'aide militaire dans l'estimation des dépenses du pays donateur et non du pays bénéficiaire, ce qui signifie que ces 60 milliards USD ne sont pas inclus dans le total des dépenses de l'Ukraine. S'ils l'étaient, les dépenses militaires de l'Ukraine auraient atteint 125 milliards USD en 2024, ce qui en aurait fait le quatrième pays le plus dépensier au monde.

Selon son budget initial pour 2024, l'Ukraine prévoyait d'allouer 74% du budget militaire au personnel et 23% à l'acquisition et à la réparation de matériel militaire. Fin juillet 2024, le budget a été modifié afin d'augmenter les dépenses militaires de près de 13,5 milliards USD, plus de la moitié de ce montant supplémentaire étant destiné à augmenter le financement des salaires et du soutien aux familles des soldats décédés ou blessés.

Moyen-Orient

Les dépenses militaires au Moyen-Orient ont atteint environ 243 milliards USD en 2024, soit une augmentation de 15% par rapport à 2023 et de 19% par rapport à 2015.

Avec des dépenses militaires estimées à 80,3 milliards USD en 2024, l'Arabie saoudite est resté le pays le plus dépensier du Moyen-Orient et le septième au niveau mondial. Ses dépenses ont augmenté de 1,5% par rapport à 2023, mais elles ont diminué de 20% par rapport à 2015, année où ses recettes pétrolières ont atteint leur niveau le plus élevé.

Les dépenses militaires d'Israël ont augmenté de 65% en 2024 pour atteindre 46,5 milliards USD, soit la plus forte augmentation annuelle des dépenses israéliennes depuis la guerre des Six Jours en 1967. Les dépenses militaires d'Israël ont augmenté de 135% au cours de la décennie 2015-24. La part des dépenses militaires dans le PIB est passée de 5,4% en 2023 à 8,8% en 2024, ce qui place Israël au deuxième rang mondial en termes de dépenses militaires, derrière l'Ukraine. L'escalade du conflit avec le Hezbollah en octobre 2024, qui s'est ajoutée à la guerre en cours à Gaza, a entraîné une augmentation significative des dépenses militaires : de 37,1 milliards USD dans le budget initial pour 2024 à un total de 45,6 milliards USD à la fin décembre 2024, selon les chiffres des budgets mensuels cumulés d'Israël (qui n'incluent pas toutes les catégories de dépenses militaires utilisées pour l'estimation totale du SIPRI). Israël a dépensé 5,7 milliards USD pour l'armée rien qu'en décembre 2024.

Les dépenses militaires du Liban ont augmenté de 58% en 2024 pour atteindre 635 millions USD, dans un contexte marqué par les incursions israéliennes dans le sud du pays au cours de l'année. Cela a mis fin à une tendance à des niveaux de dépenses relativement faibles depuis 2021, liée à la crise économique et à l'instabilité politique qui ont affecté le pays.

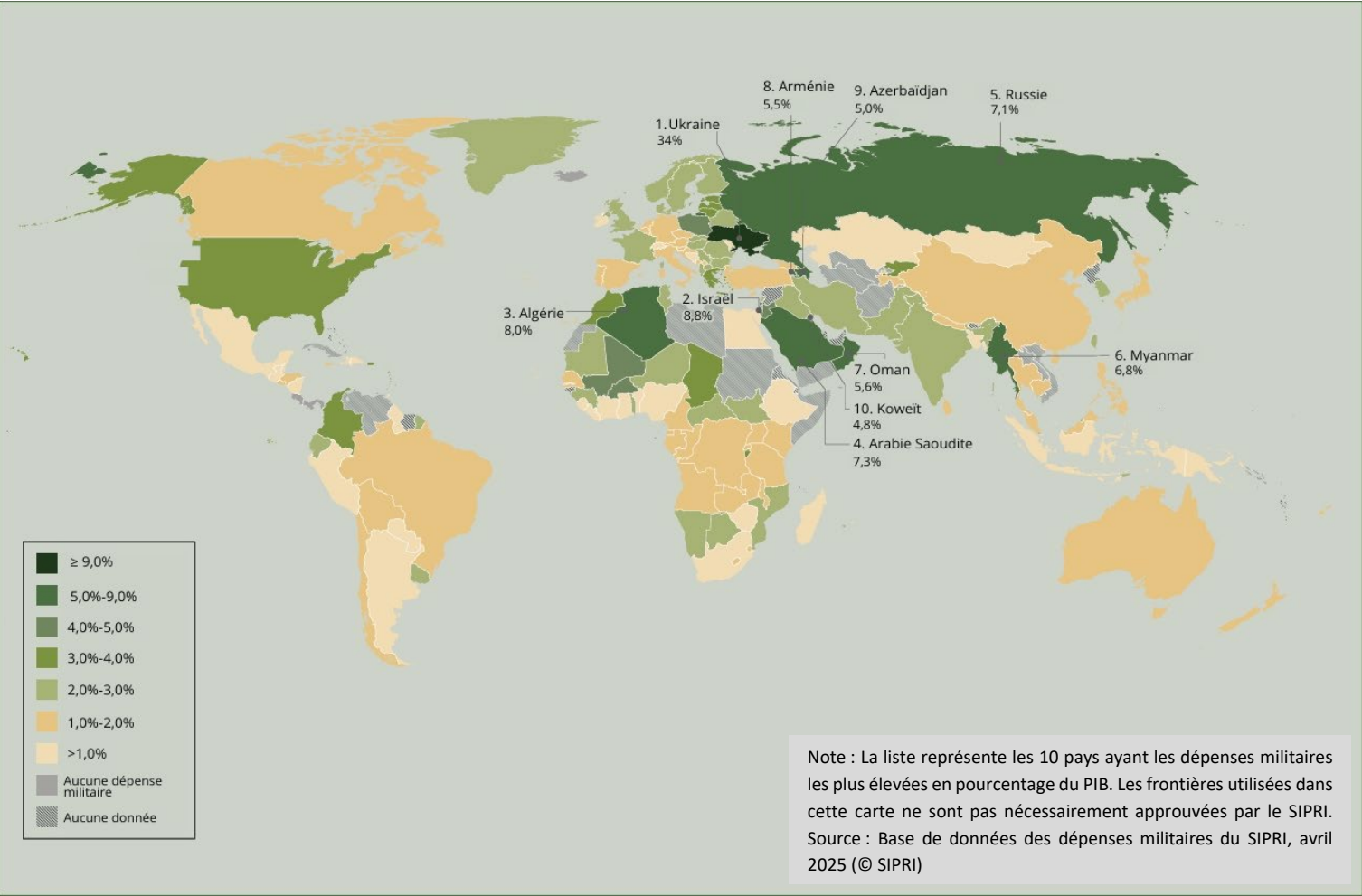
Les dépenses militaires de l'Iran, qui se sont élevées à 7,9 milliards USD en 2024, ont diminué de 10% par rapport à 2023, mais restent supérieures de 21% à celles de 2015. Cette baisse d'une année sur l'autre s'explique principalement par les effets de l'inflation persistante sur les dépenses iraniennes, due en partie aux sanctions économiques américaines contre l'Iran, qui ont eu un impact sur les exportations de pétrole, principale source de revenus à l'exportation de l'Iran. Ces sanctions, qui ont été renforcées en 2024, visent à restreindre le programme nucléaire iranien et à perturber le soutien apporté par l'Iran à des groupes armés régionaux, notamment le Hamas à Gaza, le Hezbollah au Liban et les Houthis au Yémen.

DÉPENSES MILITAIRES EN POURCENTAGE DU PIB

Les dépenses militaires d'un pays en pourcentage du PIB, également connues sous le nom de « fardeau militaire », constituent la mesure la plus simple du coût économique relatif de l'armée pour le pays (voir figure 3). Le fardeau militaire mondial est estimé avoir augmenté de 2,3% du PIB en 2023 à 2,5% en 2024. En moyenne, les pays touchés par un conflit armé (définis comme ceux qui ont enregistré plus de 1 000 décès liés au conflit au cours de l'année) ont consacré 4,4% de leur PIB à l'armée en 2024, contre 1,9% dans les pays sans conflit armé.

Les pays dont le fardeau militaire était le plus élevé en 2024 étaient l'Ukraine (34%), Israël (8,8%) et l'Algérie (8,0%). Les augmentations les plus importantes du fardeau militaire en 2024 ont été enregistrées en Israël (+3,4 points de pourcentage), au Myanmar (+3,0) et en Russie (+1,7).

Figure 4. Dépenses militaires en pourcentage du PIB, par pays, 2024



La base de données du SIPRI sur les dépenses militaires, sources et méthodes

Cette base de données concerne les dépenses militaires par pays pour les années 1949-2024 en prix courants locaux, en USD constants, en USD courants, en tant que part du produit intérieur brut (PIB), par habitant et en tant que part des dépenses publiques. La base de données du SIPRI sur les dépenses militaires a été mise à jour le 28 avril 2025. Cette version remplace toutes les versions antérieures de la base de données et les nouvelles données remplacent toutes les données précédentes publiées par le SIPRI. La base de données et de plus amples détails sur les définitions, les sources et les méthodes utilisées sont disponibles sur le site web du SIPRI, <<https://doi.org/10.55163/CQGC9685>>.

Tous les chiffres relatifs aux dépenses en 2024 sont donnés en USD courants de 2024. Les chiffres relatifs aux augmentations ou diminutions des dépenses militaires – souvent décrits comme des variations en « valeurs réelles » ou ajustés pour l'inflation – sont exprimés en USD constants (2023).

La méthodologie utilisée par le SIPRI pour calculer les dépenses militaires vise à fournir des estimations complètes et transparentes. Elle repose donc sur des sources ouvertes. Par conséquent, les données du SIPRI peuvent ne pas correspondre exactement à celles publiées par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou d'autres sources, qui utilisent des méthodologies différentes pouvant inclure certaines catégories de dépenses qui ne sont pas toujours prises en compte par le SIPRI.

L'estimation du SIPRI concernant l'aide militaire à l'Ukraine dans la fiche d'information de cette année comprend les contributions financières, les coûts de formation et d'opération, les coûts de remplacement des stocks d'équipements militaires donnés à l'Ukraine et les paiements effectués pour l'acquisition d'équipements militaires supplémentaires pour les forces armées ukrainiennes. Elle n'inclut toutefois pas la valeur estimée des stocks d'équipements militaires donnés à l'Ukraine.

Définitions

Dans la mesure du possible, les données du SIPRI sur les dépenses militaires comprennent toutes les dépenses courantes et en capital pour (a) les forces armées, y compris les forces de maintien de la paix ; (b) les ministères de la défense et autres agences gouvernementales engagées dans des projets de défense ; (c) les forces paramilitaires, lorsqu'elles sont jugées formées et équipées pour des opérations militaires ; et (d) les activités spatiales militaires. Ces données devraient inclure les dépenses de personnel – qui comprennent les salaires du personnel militaire et civil, les pensions et les services sociaux du personnel militaire – ainsi que les dépenses d'exploitation et de maintenance, les achats, la recherche et le développement militaires, ainsi que l'assistance militaire (dans les dépenses militaires du pays donateur).

Sont exclues la défense civile et les dépenses courantes liées à des activités militaires antérieures, telles que les prestations aux anciens combattants, la démobilisation, la reconversion, la destruction d'armes et la participation des militaires à des activités non militaires (par exemple, le maintien de l'ordre).

TENDANCES DES TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMES, 2024

Mathew George, Katarina Djokic, Zain Hussain, Pieter D. Wezeman et Siemon T. Wezeman

Les importations d'armes majeures par les États européens ont augmenté de 155% entre 2015-19 et 2020-24⁶. Toutefois, le volume global des transferts d'armes entre ces deux périodes n'a pratiquement pas changé (- 0,6%), car l'augmentation des transferts vers l'Europe et les Amériques a été compensée par une diminution globale des transferts vers toutes les autres régions (voir figure 1).

L'Ukraine a été le plus grand importateur mondial d'armes majeures en 2020-24, ses importations ayant été multipliées par près de 100 (+9627%) par rapport à 2015-19. L'Ukraine était le seul État européen parmi les dix premiers importateurs mondiaux d'armes en 2020-24. Les États-Unis ont été de loin le plus grand exportateur d'armes majeures en 2020-24, avec une part de 43% des exportations mondiales d'armes. Les exportations d'armes de la Russie ont diminué de 64% entre 2015-19 et 2020-24, ce qui en fait le troisième exportateur mondial d'armes derrière les États-Unis et la France.

Depuis le 10 mars 2025, la base de données librement accessible du SIPRI sur les transferts d'armes comprend des données actualisées sur les transferts d'armes majeures pour la période 1950-24. Sur la base de ces nouvelles données, la présente Fact Sheet présente les tendances mondiales en matière d'exportations et d'importations d'armes et met en évidence certaines questions liées aux transferts d'armes majeures.

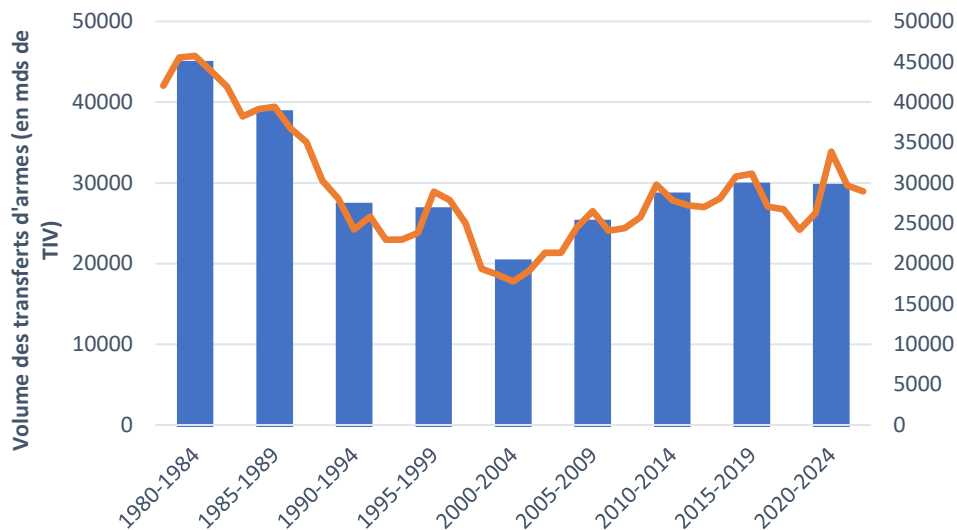
FAITS SAILLANTS

- Le volume des transferts internationaux d'armes majeures en 2020-24 était inférieur de 0,6% à celui de 2015-19
- Les cinq plus grands exportateurs d'armes en 2020-24 étaient les États-Unis, la France, la Russie, la Chine et l'Allemagne.
- Les exportations d'armes des États-Unis ont augmenté de 21% entre 2015-19 et 2020-24, tandis que celles de la Russie ont diminué de 64%. Les exportations de la France ont augmenté de 11%
- Les cinq plus grands importateurs d'armes en 2020-24 étaient l'Ukraine, l'Inde, le Qatar, l'Arabie saoudite et le Pakistan.
- Les États d'Asie et d'Océanie ont représenté 33% de toutes les importations d'armes en 2020-24, suivis par ceux d'Europe (28%), du Moyen-Orient (27%), des Amériques (6,2%) et d'Afrique (4,5%).
- L'Ukraine a été le plus grand importateur d'armes au monde en 2020-24, représentant 8,8% des importations mondiales, les États ayant fourni des armes, principalement sous forme d'aide, en réponse à l'invasion à grande échelle de la Russie en février 2022.
- Les États-Unis ont représenté 64% des importations d'armes des États européens membres de l'OTAN en 2020-24, soit une part nettement plus importante qu'en 2015-19 (52%).
- Les importations d'armes russes en provenance de Corée du Nord en 2020-24 ont violé l'embargo sur les armes imposé par les Nations unies à l'État fournisseur.

⁶ Dans cette Fact Sheet, les termes « exportations d'armes » et « importations d'armes » désignent les transferts internationaux d'armes majeures, tels que définis par le SIPRI.

Figure 1. Évolution des transferts internationaux d'armes majeures, 1980-2024

Note : Le graphique à barres indique le volume annuel moyen des transferts d'armes pour des périodes de 5 ans et le graphique linéaire indique les totaux annuels. La valeur de l'indicateur de tendance du SIPRI (TIV) est une mesure du volume des transferts internationaux d'armes majeures. La méthode utilisée pour calculer la TIV est expliquée sur le [site du SIPRI](#)).



Source : [Base de données SIPRI sur les transferts d'armes](#), mars 2025

Tableau 1. Les 25 plus grands exportateurs d'armes majeures et leurs principaux destinataires, 2020-24

Note : Les pourcentages inférieurs à 10 sont arrondis à une décimale ; les pourcentages supérieurs à 10 sont arrondis aux nombres entiers.

Exportateur	Part des exportations mondiales (%)		Variation (%) 2015-19 à 2020-24 ^a	Principaux destinataires (part des exportations totales de l'exportateur, en%), 2020-24					
	2020-24	2015-19		1 ^{er}	2 ^e	3 ^e			
1 États-Unis	43	35	21	Arabie Saoudite	12	Ukraine	9,3	Japon	8,8
2 France	9,6	8,6	11	Inde	28	Qatar	9,7	Grèce	8,3
3 Russie	7,8	21	-64	Inde	38	Chine	17	Kazakhstan	11
4 Chine	5,9	6,2	-5,4	Pakistan	63	Serbie	6,8	Thaïlande	4,6
5 Allemagne	5,6	5,7	-2,6	Ukraine	19	Égypte	19	Israël	11
6 Italie	4,8	2,0	138	Qatar	28	Égypte	18	Koweït	18
7 Royaume-Uni	3,6	3,6	-1,4	Qatar	28	États-Unis	16	Ukraine	10
8 Israël	3,1	3,2	-2,0	Inde	34	États-Unis	13	Philippines	8,1
9 Espagne	3,0	2,3	29	Arabie Saoudite	24	Australie	18	Türkiye	13
10 Corée du Sud	2,2	2,1	4,9	Pologne	46	Philippines	14	Inde	7,0
11 Türkiye	1,7	0,8	103	EAU	18	Pakistan	10	Qatar	9,9
12 Pays-Bas	1,2	1,9	-36	États-Unis	23	Pakistan	20	Mexique	12
13 Pologne	1,0	<0,05	4 031	Ukraine	96	Suède	1,4	Estonie	0,9
14 Suède	0,9	0,5	73	Brésil	22	Pakistan	18	EAU	15
15 Norvège	0,8	0,3	187	États-Unis	28	Ukraine	21	Roumanie	15
16 Canada	0,6	0,6	2,6	Ukraine	30	Arabie Saoudite	27	EAU	18
17 Australie	0,5	0,3	54	Chili	32	Canada	30	États-Unis	12
18 Iran	0,4	0,1	749	Russie	80	Vénézuéla	11	Houthis ^b	7,1
19 Suisse	0,4	0,9	-61	Espagne	24	Danemark	18	Roumanie	18
20 Ukraine	0,3	1,1	-72	Chine	67	Inde	15	Pakistan	5,3
21 EAU	0,3	0,4	-23	Jordanie	28	Canada	20	Égypte	16
22 Rep. Tchèque	0,3	0,4	-14	Ukraine	78	Viet Nam	9,5	Indonésie	6,1
23 Jordanie	0,3	0,2	92	Ukraine	51	États-Unis	43	Autriche	2,0
24 Brésil	0,3	0,2	27	Portugal	25	France	22	Hongrie	13
25 Afrique du Sud	0,3	0,3	-11	EAU	29	États-Unis	21	Inde	11

EAU = Émirats arabes unis.

^a Les chiffres montrent l'évolution du volume des exportations totales d'armes par exportateur entre les deux périodes.

^b Ces exportations d'armes ont été destinées aux Houthis, groupe armé non-étatique basé au Yémen.

Source : [Base de données SIPRI sur les transferts d'armes](#), mars 2025

LES EXPORTATEURS, 2020-24

Le SIPRI a identifié 64 États comme exportateurs d'armes majeures pour la période 2020-24. Les cinq plus grands exportateurs d'armes au cours de cette période – les États-Unis, la France, la Russie, la Chine et l'Allemagne – représentaient un peu moins des trois quarts (72%) du total des exportations d'armes (voir figure 2 et tableau 1). Les exportations d'armes des États-Unis et de la France ont augmenté entre 2015-19 et 2020-24, tandis que celles de la Russie, de la Chine et de l'Allemagne ont diminué (voir figure 3). Les États-Unis et les États d'Europe occidentale ont représenté ensemble 73% de toutes les exportations d'armes en 2020-24, contre 61% en 2015-19.

États-Unis

Les exportations d'armes des États-Unis ont augmenté de 21% entre 2015-19 et 2020-24, et leur part dans les ventes mondiales d'armes est passée de 35% à 43%, soit presque autant que les huit autres plus grands exportateurs réunis. Les États-Unis ont livré des armes majeures à 107 États en 2020-24.

Les exportations d'armes américaines vers les États européens ont plus que triplé (+233%) entre 2015-19 et 2020-24. Pour la première fois en deux décennies (c'est-à-dire depuis 2000-2004), la plus grande part des exportations d'armes américaines est allée à l'Europe, passant de 13% en 2015-19 à 35% en 2020-24. L'Ukraine, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Norvège figuraient parmi les dix principaux destinataires des exportations d'armes américaines en 2020-24. L'Ukraine représentait 9,3% de toutes les exportations d'armes américaines et 26% de celles vers l'Europe au cours de cette période. Les exportations d'armes américaines vers l'Ukraine en 2020-24 ont principalement pris la forme d'une aide, la majorité des transferts (71%) étant des armes d'occasion provenant de stocks afin d'assurer une livraison rapide.

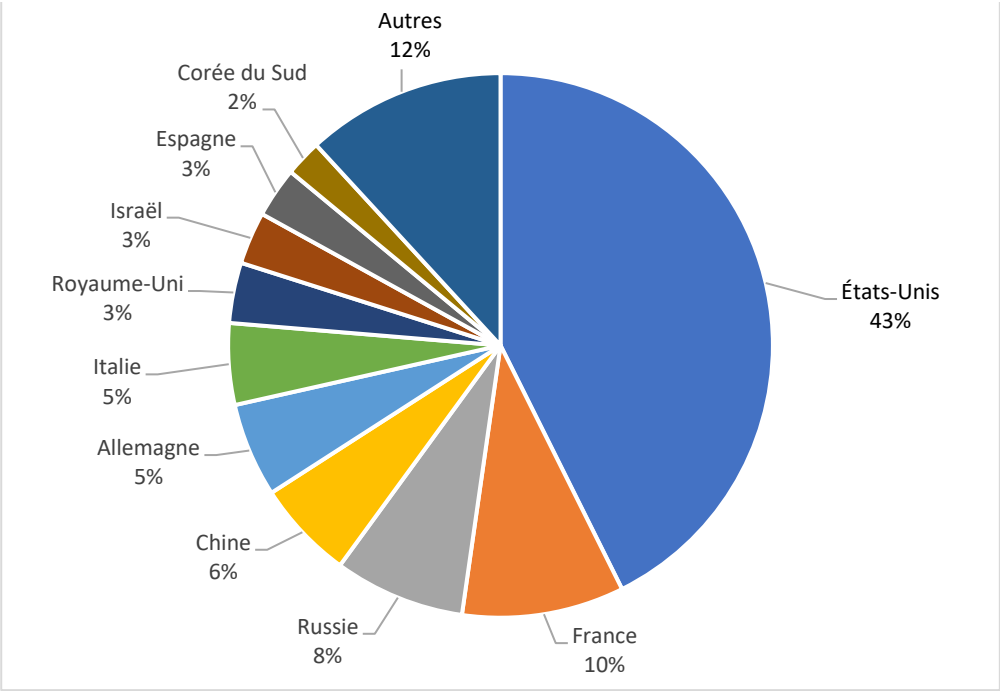
Les États du Moyen-Orient ont reçu la deuxième plus grande part des exportations d'armes américaines en 2020-24 (33%). Cette part était nettement inférieure à celle de 2015-19 (49%), les exportations d'armes américaines vers les États de la région ayant diminué de 17% entre ces deux périodes. L'Arabie saoudite a reçu 12% des transferts d'armes américaines, ce qui en fait le premier destinataire des exportations d'armes américaines en 2020-24. Le Qatar (7,7% du total des exportations d'armes américaines) et le Koweït (4,4%) figuraient également parmi les dix premiers destinataires des États-Unis. Israël était le 11^e destinataire des exportations d'armes américaines en 2020-24, avec une part de 3,0%.

Les États d'Asie et d'Océanie ont reçu 28% des exportations d'armes américaines entre 2020-24. Les transferts d'armes des États-Unis vers l'Asie et l'Océanie sont fortement influencés par leur perception, partagée par de nombreux destinataires dans la région, d'une menace croissante de la part de la Chine. Trois États de la région figuraient parmi les dix principaux destinataires des armes américaines en 2020-24 : l'Allemagne (8,8% du total des exportations d'armes américaines), l'Australie (6,7%) et la Corée du Sud (5,3%). Taïwan était le 18^e destinataire, avec une part de 1,5%.

Les États-Unis restent le principal fournisseur de capacités de frappe longue portée avancées dans de nombreuses régions du monde. Par exemple, en 2020-24, ils ont fourni 45% de toutes les exportations de missiles de frappe terrestre à longue portée (c'est-à-dire ceux dont la portée est supérieure à 250 kilomètres), à destination de sept États. Les États-Unis ont des

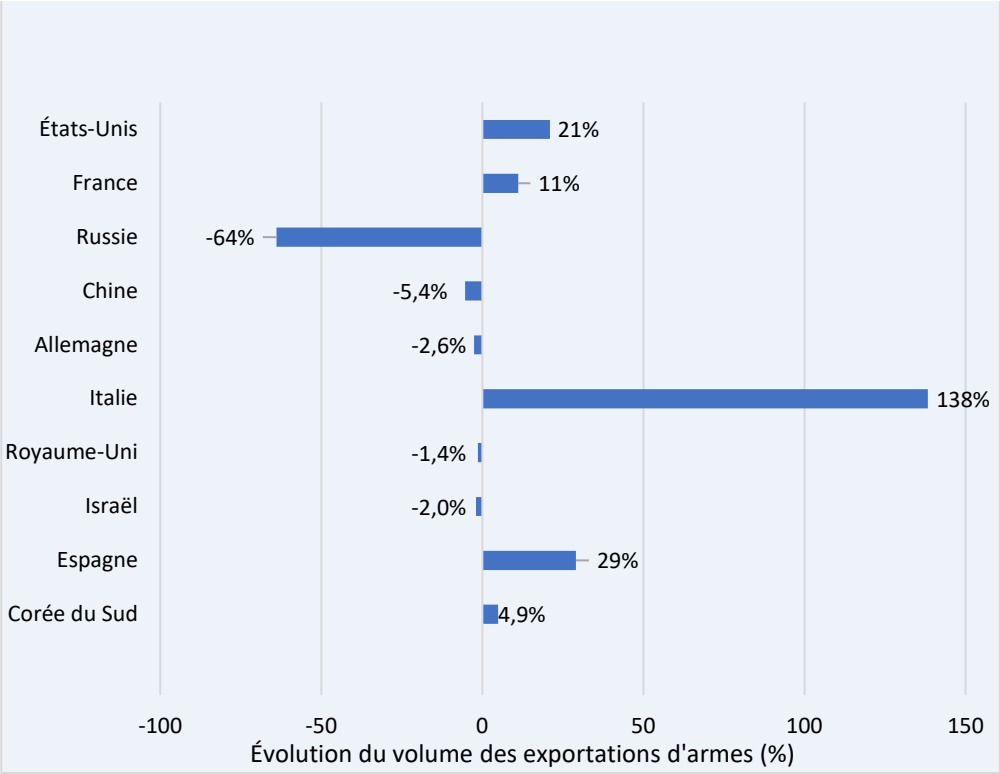
livraisons de missiles à longue portée en attente dans 13 États.

Figure 2. Part mondiale des exportations d'armes majeures des 10 principaux exportateurs, 2020-24



Source : [Base de données SIPRI sur les transferts d'armes](#), mars 2025

Figure 3. Évolution du volume des exportations d'armes majeures par les 10 principaux exportateurs de 2015-19 à 2020-24



Source : [Base de données SIPRI sur les transferts d'armes](#), mars 2025

Encadré 1. Armes majeures sélectionnées en commande ou présélectionnées pour des commandes futures auprès des 10 plus grands exportateurs d'armes, pour livraison après 2024

Il est très difficile de faire des prévisions sur les tendances futures en matière de transferts d'armes. Néanmoins, les données sur les commandes et les négociations finales de commandes peuvent donner une indication approximative des États qui figureront parmi les plus grands exportateurs dans les années à venir. Les données sur les avions de combat et les grands navires de guerre, qui ont une valeur militaire considérablement élevée, sont particulièrement révélatrices. Comme le montre le tableau ci-dessous, les États-Unis resteront de loin les plus grands exportateurs d'armes majeures après 2024. L'avenir des autres principaux fournisseurs est moins certain, mais la France, deuxième exportateur d'armes en 2020-24, a également un nombre relativement élevé de livraisons en attente d'avions de combat et de grands navires de guerre par rapport à la plupart des autres fournisseurs.

	États-Unis	France	Russie	Chine	Allemagne	Italie	Royaume Uni	Israël	Espagne	Corée du Sud
Avion de combat ^a	996	214	71	57	-	50	14	-	-	140
Hélicoptères de combat	342	3	13	-	-	26	-	-	-	-
Grands navires de guerre ^b	7	22	4	10	26	8	29	-	-	4
Système SAM ^c	41	-	55+	-	33+	-	2	31+	3	26
Chars et véhicules d'appui feu	403	-	454	500	416	96	-	19	-	916
Autres véhicules blindés	1 706+	537	-	2+	1 404+	1 865	-	124+	517	626
Artillerie	678+	251	-	128+	72+	-	-	51+	-	1 203+

- = nul ; SAM = missile sol-air

^a Les avions de combat comprennent ici les avions de combat/d'entraînement et les avions de lutte anti-sous-marine.
^b Les principaux navires de guerre comprennent ici les porte-avions, les corvettes, les destroyers, les frégates et les sous-marins.
^c Les systèmes SAM comprennent ici uniquement les systèmes terrestres.

Source : [Base de données SIPRI sur les transferts d'armes](#), mars 2025

France

La France était le deuxième exportateur mondial d'armes majeures en 2020-24. Les exportations françaises représentaient 9,6% des transferts mondiaux d'armes pendant cette période, après avoir augmenté de 11% entre 2015-19 et de 72% entre 2010-14. La France a livré des armes majeures à 65 États en 2020-24, principalement à des États d'Asie et d'Océanie (35%), suivis par ceux du Moyen-Orient (28%) et d'Europe (15%). Les exportations d'armes de la France vers les États européens ont presque triplé entre 2015-19 et 2020-24 (+187%), en grande partie grâce aux livraisons d'avions de combat à la Grèce et à la Croatie, et de diverses armes, notamment de l'artillerie, des missiles et des navires, à l'Ukraine après l'invasion à grande échelle par la Russie en février 2022.

En 2020-24, la part de loin la plus importante des exportations françaises d'armes était destinée à l'Inde (28%), soit près du double de la part cumulée des États européens destinataires (15%). Le Qatar était le deuxième destinataire avec 9,7% du total des exportations françaises d'armes. La France a de nombreuses livraisons d'armes en attente (voir encadré 1).

Russie

Les exportations d'armes de la Russie ont chuté de 64% entre 2015-19 et 2020-24. La Russie représentait 7,8% des exportations mondiales d'armes en 2020-24. Le déclin des exportations d'armes de la Russie a commencé avant son invasion à grande échelle de l'Ukraine en 2022. En 2020 et 2021, les volumes d'exportation ont été nettement inférieurs (de 22 à 73%) à ceux de toutes les années précédentes (2000-19). Cette baisse s'explique en grande partie par la diminution des commandes de la Chine et de l'Inde (voir ci-dessous la section sur les importateurs). En 2024, le volume des exportations d'armes russes est resté à peu près au même niveau qu'en 2023, soit 47% de moins qu'en 2022. La baisse enregistrée depuis 2022 est probablement liée en grande partie à la décision de la Russie de donner la priorité à la production d'armes majeures pour ses propres forces armées plutôt qu'à l'exportation, aux effets des sanctions commerciales multilatérales imposées à la Russie et à la pression accrue exercée par les États-Unis et leurs alliés sur les États pour qu'ils évitent d'acheter des armes russes.

La Russie a livré des armes majeures à 33 États entre 2020 et 2024. Au total, 74% des exportations d'armes russes ont été destinées à des États d'Asie et d'Océanie, 12% à ceux d'Afrique, 7,4% à l'Europe (Arménie, Biélorussie et Serbie) et 6,4% au Moyen-Orient. Les deux tiers des exportations d'armes russes ont été destinées à trois États en 2020-24 : l'Inde (38%), la Chine (17%) et le Kazakhstan (11%).

Les livraisons d'armes russes en attente sont faibles par rapport à celles des États-Unis ; elles sont également bien inférieures à celles de la France et de la Corée du Sud pour plusieurs catégories d'armes (voir encadré 1). Les livraisons russes les plus importantes en attente concernent des contrats avec l'Inde, l'Iran et l'Arabie saoudite.

Autres grands exportateurs

La Chine représentait 5,9% du total des exportations mondiales d'armes en 2020-24, soit une part légèrement inférieure à celle de 2015-19. Alors que la Chine cherche à accroître ses exportations d'armes à l'échelle mondiale, de nombreux grands importateurs mondiaux continuent de refuser d'acheter des armes majeures à la Chine pour des raisons politiques. La majeure partie des exportations d'armes chinoises (77%) était destinée à des États d'Asie et d'Océanie, suivis par ceux d'Afrique (14%). La Chine a livré des armes majeures à 44 États en 2020-24, mais près des deux tiers de ses exportations d'armes (63%) étaient destinées à un seul État : le Pakistan.

Les exportations d'armes de l'Allemagne représentaient 5,6% des exportations mondiales d'armes en 2020-24, soit 2,6% de moins qu'en 2015-19. Les États du Moyen-Orient ont reçu la plus grande part des exportations d'armes allemandes en 2020-24 (37%), suivis par ceux d'Europe (34%) et d'Asie et d'Océanie (21%). Trois États ont représenté près de la moitié de toutes les exportations d'armes allemandes : l'Ukraine (19%), l'Égypte (19%) et Israël (11%).

Les exportations d'armes de l'Italie ont augmenté de 138% entre 2020-24 par rapport à la période 2015-19, ce qui lui confère une part de 4,8% des ventes d'armes mondiales. La plus grande part des exportations d'armes italiennes (71%) était destinée aux États du Moyen-Orient.

Parmi les autres exportateurs figurant dans le top 10, les exportations d'armes du Royaume-Uni (-1,4%) et d'Israël (-2,0%) sont restées relativement stables. L'Espagne (+29%) et la Corée du Sud (+4,9%) ont toutes deux augmenté leurs exportations d'armes entre les deux périodes.

Tableau 2. Les 40 plus grands importateurs d'armes majeures et leurs principaux fournisseurs, 2020-24

Note : Les pourcentages inférieurs à 10 sont arrondis à une décimale ; les pourcentages supérieurs à 10 sont arrondis aux nombres entiers.

Rang	Importateur	Part des Importations d'armes mondiales (%)		Évolution de 2015-19 à 2020-24 ^a (%)	Principaux fournisseurs et leur part des importations totales de l'importateur (%), 2020-24					
		2020-24	2015-19		1 ^{er}		2 ^e		3 ^e	
1	Ukraine	8,8	0,1	9 627	États-Unis	45	Allemagne	12	Pologne	11
2	Inde	8,3	0,1	-9,3	Russie	36	France	33	Israël	13
3	Qatar	6,8	3,0	127	États-Unis	48	Italie	20	Royaume-Uni	15
4	Arabie Saoudite	6,8	11	-41	États-Unis	74	Espagne	10	France	6,2
5	Pakistan	4,6	2,8	61	Chine	81	Pays-Bas	5,5	Türkiye	3,8
6	Japon	3,9	2,0	93	États-Unis	97	Royaume-Uni	2,0	Allemagne	0,5
7	Australie	3,5	4,8	-27	États-Unis	81	Espagne	15	Norvège	1,3
8	Égypte	3,3	5,8	-44	Allemagne	32	Italie	27	France	19
9	États-Unis	3,1	1,9	67	Royaume-Uni	18	France	15	Israël	13
10	Koweït	2,9	0,5	466	États-Unis	63	Italie	29	France	7,1
11	EAU	2,6	3,3	-19	États-Unis	42	France	17	Türkiye	11
12	Corée du Sud	2,6	3,4	-24	États-Unis	86	Allemagne	9,7	Royaume-Uni	2,6
13	Royaume-Uni	2,5	1,8	36	États-Unis	86	Israël	6,9	Espagne	3,3
14	Pologne	2,4	0,4	508	États-Unis	45	Corée du Sud	42	Italie	3,5
15	Israël	1,9	1,9	-2,3	États-Unis	66	Allemagne	33	Italie	1,0
16	Chine	1,8	5,1	-64	Russie	72	France	13	Ukraine	12
17	Pays-Bas	1,8	0,6	220	États-Unis	97	Italie	0,7	Finlande	0,6
18	Norvège	1,5	1,1	42	États-Unis	91	Corée du Sud	4,2	Italie	2,4
19	Grèce	1,3	0,8	48	France	64	États-Unis	19	Royaume-Uni	7,5
20	Singapour	1,2	1,5	-23	Allemagne	40	États-Unis	32	France	14
21	Algérie	1,2	4,5	-73	Russie	48	Chine	19	Allemagne	14
22	Türkiye	1,1	1,7	-33	Espagne	34	Italie	24	Allemagne	19
23	Bahreïn	1,1	0,1	898	États-Unis	97	Türkiye	1,4	Royaume-Uni	0,9
24	Italie	1,1	1,5	-27	États-Unis	94	Allemagne	2,0	Royaume-Uni	1,5
25	Brésil	1,0	0,6	77	France	53	Suède	20	Italie	11
26	Kazakhstan	0,9	1,0	-6,2	Russie	88	Espagne	6,4	Türkiye	1,5
27	Philippines	0,9	0,6	53	Corée du Sud	33	Israël	27	États-Unis	20
28	Indonésie	0,9	1,7	-47	États-Unis	33	France	15	Corée du Sud	12
29	Danemark	0,9	0,2	311	États-Unis	79	Suisse	7,6	Allemagne	7,2
30	Roumanie	0,8	0,2	233	États-Unis	61	Norvège	15	Suisse	8,4
31	Maroc	0,7	1,0	-26	États-Unis	64	France	15	Israël	11
32	OTAN ^b	0,7	0,1	729	France	74	Royaume-Uni	17	États-Unis	9,9
33	Allemagne	0,7	0,2	334	États-Unis	70	Israël	13	Suède	5,1
34	Belgique	0,7	0,1	1 338	Espagne	49	États-Unis	43	Allemagne	8,1
35	Canada	0,7	1,0	-26	Espagne	30	États-Unis	26	Australie	22
36	Serbie	0,7	0,1	465	Chine	57	Russie	20	France	7,4
37	Hongrie	0,7	<0,05	1 454	Allemagne	51	États-Unis	17	Norvège	11
38	Nouvelle-Zélande	0,7	0,1	879	États-Unis	76	Corée du Sud	10	Royaume-Uni	9,1
39	Taïwan	0,6	0,9	-27	États-Unis	98	Italie	1,2	Allemagne	1,0
40	Thaïlande	0,6	1,2	-49	Chine	43	États-Unis	14	Corée du Sud	12

OTAN = Organisation du traité de l'Atlantique Nord ; EAU = Émirats arabes unis.

^a Les chiffres montrent l'évolution du volume des importations totales d'armes par importateur entre les deux périodes.

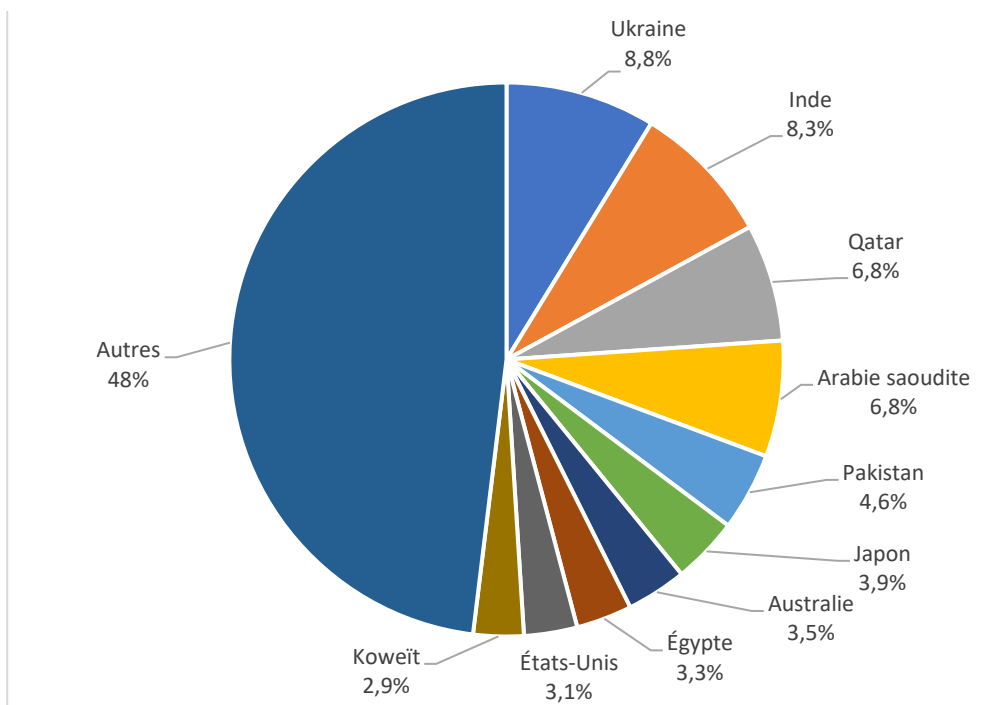
^b Les données concernent les importations de l'organisation elle-même, et non les importations totales des États membres de l'OTAN.

Source : [Base de données SIPRI sur les transferts d'armes](#), mars 2025.

LES IMPORTATEURS, 2020-24

Le SIPRI a identifié 162 États comme importateurs d'armes majeures en 2020-24. Les cinq principaux importateurs d'armes – l'Ukraine, l'Inde, le Qatar, l'Arabie saoudite et le Pakistan – ont reçu 35% des importations mondiales d'armes au cours de cette période (voir figure 4 et tableau 2). Les États d'Asie et d'Océanie ont représenté 33% toutes les importations d'armes en 2020-24 (voir figure 5), suivis par les États d'Europe (28%), du Moyen-Orient (27%), des Amériques (6,2%) et d'Afrique (4,5%).

Figure 4. Part mondiale des importations d'armes majeures des 10 principaux importateurs, 2020-24



Source : [Base de données SIPRI sur les transferts d'armes](#), mars 2025

Afrique

Les importations d'armes majeures par les États africains ont chuté de 44% entre 2015-19 et 2020-24, ce qui est principalement dû aux baisses des importations d'armes des deux plus grands importateurs de la région: l'Algérie (-73%) et le Maroc (-26%). Les importations d'armes de l'Algérie ont chuté en 2020-24 après avoir atteint un pic en 2015-19. Entre 2005-09 et 2010-14, les importations d'armes du Maroc ont été multipliées par plus de 10 (+1164%), mais elles ont diminué à chaque période depuis lors. Compte tenu des livraisons

en attente, les importations d'armes du Maroc devraient augmenter dans les années à venir.

Les principaux fournisseurs de l'Afrique en 2020-24 étaient la Russie (représentant 21% des importations africaines d'armes majeures), la Chine (18%) et les États-Unis (16%).

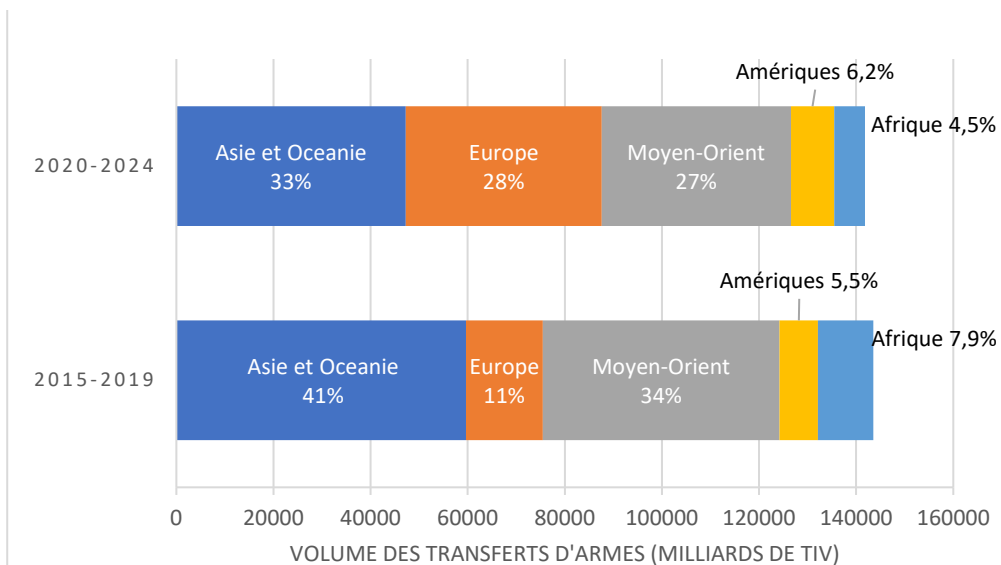
Afrique subsaharienne

Les États d'Afrique subsaharienne ont représenté 2,2% des importations mondiales d'armes majeures en 2020-24. Leurs importations d'armes combinées ont augmenté de 4,2% par rapport à 2015-19, mais ont diminué de 42% par rapport à 2010-14.

Si les importations d'armes majeures par les États d'Afrique subsaharienne sont restées globalement à un niveau relativement bas, celles des États d'Afrique de l'Ouest ont fortement augmenté au cours des 15 dernières années, en raison de la détérioration de la situation sécuritaire dans nombre de ces pays. En 2020-24, les importations d'armes des États d'Afrique de l'Ouest ont augmenté de 100% par rapport à la période 2015-19 et de 82% par rapport à la période 2010-14. Cette forte augmentation au cours de ces périodes est principalement due à la forte hausse des importations d'armes du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Sénégal. Le Nigeria était de loin le plus grand importateur d'armes parmi les États d'Afrique de l'Ouest, représentant 34% de toutes les importations d'armes majeures en Afrique de l'Ouest en 2020-24.

De nombreux fournisseurs d'armes, y compris des fournisseurs émergents tels que la Türkiye, utilisent les exportations d'armes pour renforcer leur influence dans cette partie du monde. Le plus grand fournisseur des États d'Afrique de l'Ouest en 2020-24 était la Chine, qui représentait 26% des importations d'armes de l'Afrique de l'Ouest, suivie par la France (14%), la Russie et la Türkiye (11% chacune). Si les États-Unis n'ont fourni que 4,6% des importations d'armes majeures des États d'Afrique de l'Ouest en 2020-24, ils comptaient le plus grand nombre de destinataires (10) parmi les fournisseurs de l'Afrique de l'Ouest. La Chine, la France et la Türkiye ont fourni des armes majeures à neuf États chacun, tandis que la Russie en a fourni à quatre. Le Sénégal représentait 79% des importations totales d'armes majeures de l'Afrique de l'Ouest en provenance de France, tandis que le Mali représentait 54% de celles en provenance de Russie. Moins de 5,0% des importations d'armes de l'Afrique de l'Ouest ont pris la forme d'une aide entre 2020 et 2024. La majeure partie de cette aide provenait des États-Unis, qui ont fait don d'armes au Burkina Faso, au Mali et au Niger avant les coups d'État et les changements de politique étrangère qui ont eu lieu dans ces États au cours de cette période.

Figure 5. Importateurs d'armes majeures, par région, sur les périodes 2020-24 et 2015-19, en pourcentage de la part mondiale



Note : La valeur de l'indicateur de tendance (TIV) du SIPRI est une mesure du volume des transferts internationaux d'armes majeures. La méthode de calcul du TIV du SIPRI est décrite sur la page web de la base de données sur les transferts d'armes.

Source : [Base de données SIPRI sur les transferts d'armes](#), mars 2025

Amériques

Les importations d'armes par les États des Amériques ont augmenté de 13% entre 2015-19 et 2020-24. Les États-Unis (représentant 50% du total régional), le Brésil (17%) et le Canada (11%) ont été les trois principaux importateurs d'armes majeures dans la région en 2020-24.

Les importations d'armes par les États d'Amérique du Sud ont augmenté de 15% entre 2015-19 et 2020-24. Les importations d'armes du Brésil ont augmenté de 77% et représentaient 49% du total sous-régional en 2020-24. Les principaux fournisseurs de l'Amérique du Sud en 2020-24 étaient la France (30% des importations sous-régionales), les États-Unis (12%) et le Royaume-Uni (11%). La Russie n'a livré aucune arme majeure à l'Amérique du Sud au cours de cette période.

Asie et Océanie

Les importations d'armes par les États d'Asie et d'Océanie ont diminué de 21% entre 2015-19 et 2020-24, principalement en raison d'une forte baisse des importations chinoises. Néanmoins, l'Asie et l'Océanie sont restées la région où le volume des importations d'armes était le plus élevé, représentant 33% du total mondial en 2020-24. Quatre des dix plus grands importateurs d'armes au monde pendant cette période se trouvaient en Asie et en Océanie : l'Inde, le Pakistan, l'Allemagne et l'Australie. Les principaux fournisseurs de la région étaient les États-Unis (représentant 37% des importations d'armes de la région), la Russie (17%) et la Chine (14%).

Inde et Pakistan

Les tensions entre l'Inde et la Chine et le Pakistan sont les principaux moteurs de ses importations d'armes. L'Inde était le deuxième importateur mondial d'armes en 2020-24, avec une part de 8,3% des importations mondiales. Les importations d'armes de l'Inde ont diminué de 9,3% entre 2015-19 et 2020-24. Cette baisse s'explique en partie par la capacité croissante de l'Inde à concevoir et à produire ses propres armes, ce qui la rend moins dépendante des importations. La plus grande part des importations indiennes provenait de Russie (36%), mais cette part était nettement inférieure à celle de 2015-19 (55%) et de 2010-14 (72%). L'Inde réoriente ses relations en matière d'approvisionnement en armes vers des fournisseurs occidentaux, notamment la France, Israël et les États-Unis. Malgré les récentes déclarations publiques des deux parties affirmant que les relations entre l'Inde et la Russie restent amicales, ce changement est également visible dans les nouvelles commandes et les commandes prévues par l'Inde pour des armes majeures, dont la plupart proviendront de fournisseurs occidentaux.

Les importations d'armes du Pakistan ont augmenté de 61% entre 2015-19 et 2020-24, lorsque le pays a commencé à recevoir des livraisons, notamment d'avions de combat et de frégates, dans le cadre d'un programme d'achat d'armes à grande échelle. Le Pakistan représentait 4,6% des importations mondiales d'armes en 2020-24, ce qui en fait le cinquième plus grand importateur d'armes au monde. La Chine a fourni la plus grande part des importations d'armes majeures du Pakistan au cours de toutes les périodes quinquennales depuis 1990-94, et cette part a continué de croître : la Chine a fourni 81% des importations d'armes du Pakistan en 2020-24, contre 74% en 2015-19.

Asie de l'Est, Océanie et Asie du Sud-Est

Les importations d'armes par les États d'Asie de l'Est (-22%), d'Océanie (-13%) et d'Asie du Sud-Est (-45%) ont diminué entre 2015-19 et 2020-24.

Les importations d'armes de la Chine ont chuté de 64% et représentaient 1,8% du total mondial en 2020-24, contre 5,1% en 2015-19. La Chine ne figurait pas parmi les dix premiers importateurs d'armes au monde pour la première fois depuis 1990-94. La capacité croissante de la Chine à concevoir et à produire ses propres armes majeures signifie qu'elle est beaucoup moins dépendante des importations d'armes qu'auparavant. Ses importations d'armes devraient encore diminuer à mesure que la capacité de son industrie nationale de l'armement se développe.

Le Japon et la Corée du Sud renforcent leurs capacités militaires, principalement en raison des tensions avec la Chine et la Corée du Nord. Les importations d'armes du Japon ont augmenté de 93% entre 2015-19 et 2020-24, tandis que celles de la Corée du Sud ont diminué de 24%. Les États-Unis ont été le principal fournisseur de ces deux États en 2020-24, représentant 97% des importations d'armes du Japon et 86% de celles de la Corée du Sud. Sur la base des livraisons en attente connues, le Japon et la Corée du Sud resteront parmi les principaux importateurs d'armes au monde et augmenteront probablement leurs importations dans les années à venir.

Les importations d'armes de Taïwan ont chuté de 27% entre 2015-19 et 2020-24, malgré une augmentation significative des tensions avec la Chine. Les livraisons prévues d'armes majeures à Taïwan au cours des cinq prochaines années, qui proviendront presque toutes des États-Unis, sont relativement limitées en comparaison avec le renforcement militaire en cours de la Chine ou les volumes d'armes importés par d'autres alliés majeurs des États-Unis.

en Asie, tels que le Japon et la Corée du Sud.

L'Australie est passée du cinquième rang mondial des importateurs d'armes en 2015-19 au septième rang en 2020-24, ses importations d'armes ayant diminué de 27%. L'Australie a passé plusieurs nouvelles commandes importantes au cours de la période 2020-24, notamment six sous-marins à propulsion nucléaire au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Les importations d'armes des États d'Asie du Sud-Est ont chuté de 45% entre 2015-19 et 2020-24. Parmi les grands États d'Asie du Sud-Est, seules les Philippines ont augmenté leurs importations d'armes (+53%). Cependant, en réponse aux tensions croissantes avec la Chine, la plupart des autres grands États de la sous-région ont commandé ou prévoient de commander des avions de combat et des navires.

Europe

Les importations d'armes majeures par les États européens ont augmenté de 155% entre 2020-24 par rapport à la période 2015-19. L'Ukraine a reçu 8,8% des importations mondiales d'armes en 2020-24, ce qui en fait le plus grand importateur d'armes en Europe et dans le monde. Le Royaume-Uni (avec 2,5% des importations mondiales d'armes) et la Pologne (2,4%) sont les deuxièmes et troisièmes importateurs européens d'armes. 53% des importations européennes d'armes provenaient des États-Unis en 2020-24, contre 41% en 2015-19. Les autres principaux fournisseurs de la région étaient l'Allemagne (6,8%) et la France (5,3%).

Importations d'armes et guerre en Ukraine

Depuis l'invasion russe en février 2022, au moins 35 États ont fourni des armes majeures à l'Ukraine, dans la plupart des cas sous la forme d'une aide militaire. Alors que l'Ukraine importait très peu d'armes majeures avant 2022, elle a été de loin le plus grand importateur d'armes au monde en 2023 et 2024, ce qui en fait le plus grand importateur mondial pour la période 2020-24. La plupart des armes majeures transférées à l'Ukraine provenaient des États-Unis (45%), suivis de l'Allemagne (12%) et de la Pologne (11%). En 2024, la capacité de l'Ukraine à frapper à plus longue portée a été renforcée, plusieurs États lui ayant fourni des missiles et des avions à longue portée, et certains lui ayant permis d'utiliser ces armes pour attaquer des cibles sur le territoire russe. Par exemple, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis ont fourni des missiles d'une portée de 300 km, tandis que le Danemark, les Pays-Bas et la Norvège ont livré des avions de combat et que la Belgique et la France se sont préparées à le faire.

La Russie a représenté 0,5% des importations mondiales d'armes en 2020-24. Historiquement, la Russie a principalement compté sur sa production nationale pour satisfaire sa demande en armes majeures. En 2020-24, elle a importé des missiles d'une portée de 100 km et des drones d'attaque à usage unique d'Iran, ainsi que de l'artillerie et des missiles d'une portée de 450 km de Corée du Nord. Les importations en provenance de Corée du Nord constituaient une violation de l'embargo sur les armes imposé par les Nations unies à la Corée du Nord.

Importations d'armes par les États européens membres de l'OTAN

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2014 a augmenté la demande d'armes parmi les États européens membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Au total, leurs importations d'armes ont plus que doublé entre 2015-19 et 2020-24 (+105%). À peu près à la même époque (2017-21), les relations transatlantiques ont été mises à rude épreuve pendant

le premier mandat du président américain Donald J. Trump ; ces tensions se sont accrues en 2024, à l'approche du deuxième mandat de Trump. En conséquence, les États européens membres de l'OTAN ont appelé à prendre des mesures pour réduire leur dépendance à l'égard des importations d'armes et renforcer l'industrie de l'armement en Europe. Néanmoins, les États-Unis représentaient 64% des importations d'armes des États européens de l'OTAN en 2020-24, soit une part nettement plus importante qu'en 2015-19 (52%). Les quatre autres principaux fournisseurs des États européens de l'OTAN étaient la France et la Corée du Sud (6,5% chacun), l'Allemagne (4,7%) et Israël (3,9%).

Les relations profondément enracinées entre les États-Unis et les États européens membres de l'OTAN en matière de fourniture d'armes sont également visibles dans le grand nombre de livraisons en attente de ces derniers aux États-Unis. Il s'agit notamment de 472 avions de combat et 150 hélicoptères de combat commandés aux États-Unis à la fin de 2024.

Moyen-Orient

Les importations d'armes par les États du Moyen-Orient ont diminué de 20% entre 2020-24 par rapport à la période 2015-19. Quatre des dix principaux importateurs d'armes au monde en 2020-24 se trouvaient au Moyen-Orient : le Qatar, l'Arabie saoudite, l'Égypte et le Koweït. Plus de la moitié des importations d'armes au Moyen-Orient provenaient des États-Unis (52%). Les autres principaux fournisseurs du Moyen-Orient étaient l'Italie (13% des importations régionales d'armes), la France (9,8%) et l'Allemagne (7,6%).

Israël, Iran, Hamas, Hezbollah et les Houthis

En 2024, les hostilités se poursuivaient entre Israël (d'un côté) et l'Iran, le Hamas, le Hezbollah et les Houthis (de l'autre), chacun de ces acteurs ayant un niveau différent de dépendance ou d'accès aux armes majeures importées.

Entre 2015-19 et 2020-24, les importations d'armes d'Israël sont restées globalement stables (-2,3%). Israël était le 15^e importateur mondial d'armes en 2020-24, contre le 14^e en 2015-19. Les États-Unis ont été le premier fournisseur d'armes majeures d'Israël en 2020-24 (représentant 66% des importations d'armes israéliennes), suivis par l'Allemagne (33%). Les importations israéliennes en provenance des États-Unis comprenaient des avions de combat, des véhicules blindés et des bombes guidées, tandis que les principales importations en provenance d'Allemagne comprenaient des frégates et des torpilles.

Israël a utilisé toute une gamme d'armes majeures importées dans le cadre de ses opérations militaires à Gaza, en Iran, au Liban, en Syrie et au Yémen, lancées en réponse à l'attaque menée par le Hamas le 7 octobre 2023. La plupart de ces armes, y compris les avions de combat fournis à titre d'aide par les États-Unis pendant plusieurs décennies, ont été livrées avant octobre 2023. Vers la fin de 2023, les États-Unis ont intensifié leur aide à Israël et ont livré des véhicules blindés, des bombes guidées et des missiles au cours de l'année 2024. À la fin de 2024, Israël avait des livraisons en attente pour d'autres armes majeures, dont 61 avions de combat provenant des États-Unis, dont 50 avaient été commandés en 2024.

Les importations d'armes de l'Iran sont très faibles par rapport à celles de la plupart des autres importateurs d'armes au Moyen-Orient depuis environ 1993. Le seul fournisseur d'armes majeures de l'Iran en 2020-24 était la Russie. L'Iran a reçu au total six avions de combat légers de la Russie en 2023 et 2024 et attend la livraison de 42 avions de combat.

En raison du manque d'informations vérifiables, il est difficile de procéder à une évaluation détaillée des transferts d'armes majeures vers le Hamas, le Hezbollah et les Houthis en 2020-

24. Toutefois, il est connu que l'Iran a fourni des missiles antichars au Hezbollah et des missiles antinavires, des missiles sol-sol et des drones d'attaque à usage unique aux Houthis au cours de cette période.

Qatar et Arabie Saoudite

Dans un contexte de tensions avec ses voisins, le Qatar était le troisième importateur mondial d'armes en 2020-24, après avoir occupé la dixième place en 2015-19. Les importations d'armes du Qatar en 2020-24 ont été supérieures de 127% à celles de 2015-19 et de 1312% à celles de 2010-14. Le principal fournisseur du Qatar en 2020-24 était les États-Unis (représentant 48% des importations d'armes du Qatar), suivis de l'Italie (20%), du Royaume-Uni (15%) et de la France (14%). En 2020-24, les importations du Qatar comprenaient 42 avions de combat provenant des États-Unis, 31 du Royaume-Uni et 16 de France ; il a également importé 7 navires de guerre majeurs d'Italie.

Les importations d'armes de l'Arabie saoudite ont diminué de 41% entre 2015-19 et 2020-24. Elle est passée du rang de premier importateur mondial d'armes en 2015-19 à celui de quatrième importateur en 2020-24. Le principal fournisseur de l'Arabie saoudite en 2020-24 était les États-Unis (représentant 74% des importations d'armes de l'Arabie saoudite), suivis de l'Espagne (10%) et de la France (6,2%). La baisse des importations d'armes de l'Arabie saoudite en 2020-24 peut être attribuée en partie à la nature cyclique des achats d'armes. Sur la base des livraisons en attente connues, l'Arabie saoudite devrait rester un important importateur d'armes dans les années à venir.

À propos des données du SIPRI sur les transferts d'armes

Les données statistiques du SIPRI sur les transferts d'armes concernent les livraisons réelles d'armes majeures, telles que définies par le SIPRI. Le SIPRI mesure le volume des transferts internationaux d'armes majeures à l'aide d'une unité commune, la valeur indicatrice de tendance (TIV). La méthodologie de la TIV du SIPRI est décrite sur la page web de la base de données sur les transferts d'armes.

Le volume des livraisons pouvant fluctuer considérablement d'une année sur l'autre, le SIPRI présente des données sur des périodes de cinq ans, ce qui donne une mesure plus stable des tendances. Les pourcentages présentés dans cette fiche d'information ne correspondent pas toujours à 100% ou aux totaux indiqués en raison des conventions d'arrondi.

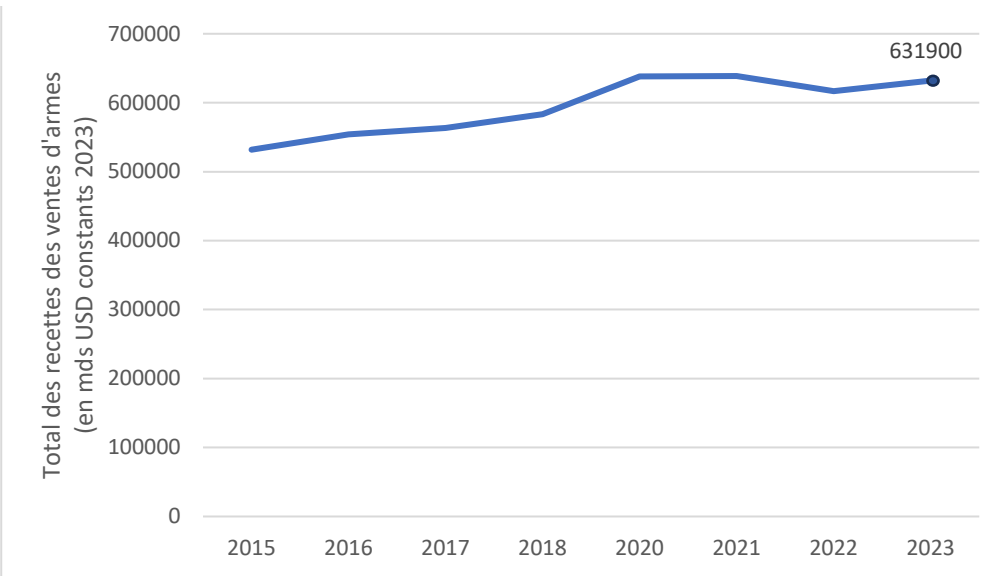
La base de données du SIPRI sur les transferts d'armes, accessible sur le site web du SIPRI, est la seule ressource publique qui fournit des informations cohérentes, souvent des estimations, sur tous les transferts internationaux d'armes majeures (y compris les ventes, les dons et la production sous licence) vers les États, les organisations internationales et les groupes non étatiques depuis 1950. La base de données vise à contribuer à la compréhension des effets des flux d'armes sur la paix, la stabilité et les conflits violents. Cette fiche d'information a pour but d'encourager l'utilisation de la base de données pour de nouvelles recherches, des enquêtes, l'élaboration de politiques et le débat public.

LE TOP 100 DES ENTREPRISES DE PRODUCTION D'ARMES ET DE SERVICES MILITAIRES, 2023

Lorenzo Scarazzato, Nan Tian, Diego Lopes Da Silva,
Xiao Liang, et Katarina Djokovic

Les recettes combinées des plus grandes entreprises mondiales d'armement et de services militaires (le Top 100 du SIPRI) ont augmenté de 4,2% en 2023 pour atteindre 632 milliards USD (voir annexe 1). Les recettes totales du Top 100 ont augmenté de 19% entre 2015 et 2023 (voir figure 1). Sous l'effet de la demande mondiale croissante d'armes, les recettes des ventes d'armes ont augmenté dans toutes les zones géographiques couvertes par le classement. Les hausses les plus importantes ont été enregistrées en Russie (+40%) et au Moyen-Orient (+18%). Les recettes des vente d'armes ont également augmenté pour les entreprises basées en Asie et en Océanie (+5,7%), en Amérique du Nord (+2,4%) et en Europe (+0,2%).

Figure 1. Total des recettes de ventes d'armes des entreprises du Top 100 du SIPRI, 2015-2023



Note : Les données de ce graphique concernent les entreprises du Top 100 du SIPRI de chaque année, de sorte qu'elles couvrent un ensemble différent d'entreprises d'une année à l'autre, sauf pour 2022 et 2023, où les données concernent l'ensemble des entreprises répertoriées en 2023. La série commence en 2015, première année où le SIPRI a commencé à inclure les entreprises chinoises.

Source : [Base de données SIPRI sur l'industrie de l'armement](#), décembre 2024

TRANSFORMER LA DEMANDE EN RECETTES

En 2023, les recettes des ventes d'armes du Top 100 ont commencé à refléter la forte augmentation de la demande d'armes et d'équipements militaires alimentée par l'intensification des tensions géopolitiques mondiales : 73 des 100 entreprises ont enregistré une croissance en glissement annuel, contre 47 en 2022. Il est à noter que les entreprises de la moitié inférieure du Top 100 (40 sur 50) ont été plus nombreuses à augmenter leurs recettes de ventes d'armes en 2023 que celles de la moitié supérieure (33 sur 50). De nombreuses grandes entreprises d'armement produisant des systèmes d'armes complexes ont continué à faire face à la flambée des coûts et aux perturbations persistantes de la chaîne d'approvisionnement causées par divers facteurs, notamment l'accès réduit aux matières premières depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en 2022. Pour ces entreprises, la forte augmentation de la demande s'est souvent traduite par une augmentation du carnet de commandes plutôt que par une augmentation substantielle des recettes de ventes d'armes. En revanche, les petites entreprises d'armement, dont les chaînes d'approvisionnement sont plus courtes et l'offre de produits plus limitée, ont souvent été en mesure d'augmenter rapidement leur production pour répondre à la hausse des commandes, ce qui leur a permis d'enregistrer des taux de croissance plus élevés. La majorité des entreprises du classement qui ont enregistré une augmentation à deux chiffres de leurs recettes de ventes d'armes en 2023 se trouvaient dans la moitié inférieure du Top 100 (soit 23 sur 39). Le fait que, pour la première fois, l'entreprise classée au 100e rang ait déclaré des recettes de ventes d'armes supérieures à 1 milliard USD est une autre indication qu'une part notable de la croissance des recettes de ventes d'armes en 2023 provient des entreprises les moins bien classées.

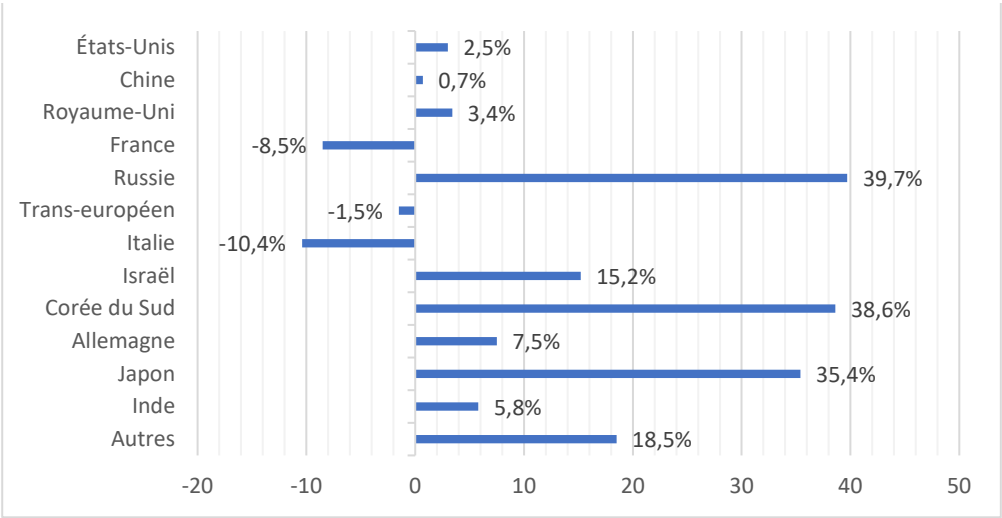
Indépendamment de leurs résultats financiers au cours de l'année, de nombreuses entreprises d'armement du Top 100 ont lancé des campagnes de recrutement en 2023 afin de développer leurs capacités de production, que ce soit pour faire

FAITS SAILLANTS

- Les recettes des ventes d'armes des 100 premières entreprises productrices d'armes et de services militaires du SIPRI se sont élevées à 632 milliards USD en 2023, soit une hausse de 4,2% en valeurs réelles par rapport à 2022. Les recettes des ventes d'armes ont augmenté dans toutes les régions couvertes par le classement.
- Le total des recettes des ventes d'armes des 41 entreprises du Top 100 ayant leur siège aux États-Unis a augmenté de 2,5% pour atteindre 317 milliards USD en 2023.
- Les 27 entreprises européennes figurant dans le Top 100 ont enregistré une croissance de 0,2% de leurs recettes de ventes d'armes, pour atteindre 133 milliards USD.
- Les recettes des ventes d'armes des deux entreprises russes pour lesquelles des données étaient disponibles ont augmenté de 40%, pour atteindre environ 25,5 milliards USD, en raison d'une augmentation significative des commandes et de la production.
- Les recettes combinées des ventes d'armes des 22 entreprises d'Asie et d'Océanie figurant dans le Top 100 a augmenté de 5,7% pour atteindre 136 milliards USD en 2023. Avec 103 milliards USD, les entreprises chinoises ont enregistré le deuxième plus important chiffre d'affaires total issu de la vente d'armes, derrière les entreprises américaines. Elles ont toutefois enregistré leur plus faible taux de croissance (+0,7%) depuis 2019 en raison du ralentissement économique du pays. Les entreprises sud-coréennes (+39%), japonaises (+35%) et taïwanaises (+27%) ont considérablement augmenté leurs recettes de ventes d'armes.
- Les recettes des ventes d'armes des six entreprises du Top 100 basées au Moyen-Orient ont augmenté de 18% pour atteindre 19,6 milliards USD. La guerre à Gaza a propulsé les revenus des entreprises israéliennes dans le domaine de l'armement à des niveaux records.

face à l'augmentation des commandes en attente ou pour répondre aux exigences de plans d'acquisition d'armes nouveaux ou révisés. Ces efforts visant à accroître les capacités devraient entraîner une croissance significative des revenus, en particulier parmi les grands producteurs d'armes, dans les années à venir. Les effets financiers complets de la hausse de la demande d'armes observée depuis 2022 ne seront connus que lorsque les plus grandes entreprises d'armement mondiales auront conclu leurs contrats existants et achevé le processus de renforcement de leurs capacités pour répondre aux nouvelles commandes.

Figure 2. Évolution en pourcentage des recettes de ventes d'armes des entreprises du Top 100 du SIPRI, par pays, 2022-23



Note : L'évolution concerne les entreprises du Top 100 en 2023. Les chiffres sont basés sur les ventes d'armes en USD constants (2023). La catégorie « Autres » comprend les pays dans lesquels les ventes d'armes des entreprises représentent moins de 1,0% du total : Canada, Norvège, Pologne, Singapour, Espagne, Suède, Taiwan, Tchéquie, Türkiye et Ukraine.

Source : [Base de données du SIPRI sur l'industrie de l'armement](#), décembre 2024

ÉVOLUTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES DU TOP 100

Amérique du Nord

L'Amérique du Nord (c'est-à-dire le Canada et les États-Unis) est restée la région la plus représentée dans le Top 100, avec 42 entreprises listées. Les recettes de ventes d'armes des entreprises nord-américaines ont augmenté de 2,4% (soit 7,6 milliards USD) pour atteindre 318 milliards USD en 2023.

Les 41 entreprises basées aux États-Unis ont augmenté leurs recettes de ventes d'armes de 2,5%, pour atteindre 317 milliards USD en 2023 (voir figure 2). Elles représentaient la moitié des recettes totales du Top 100 (voir figure 3). Parmi ces entreprises américaines, 30 ont enregistré une augmentation de leurs recettes de ventes d'armes par rapport à l'année précédente, ce qui reflète en partie l'importance croissante accordée par les États-Unis au renforcement de leur armée. Les cinq premières entreprises du classement étaient toutes

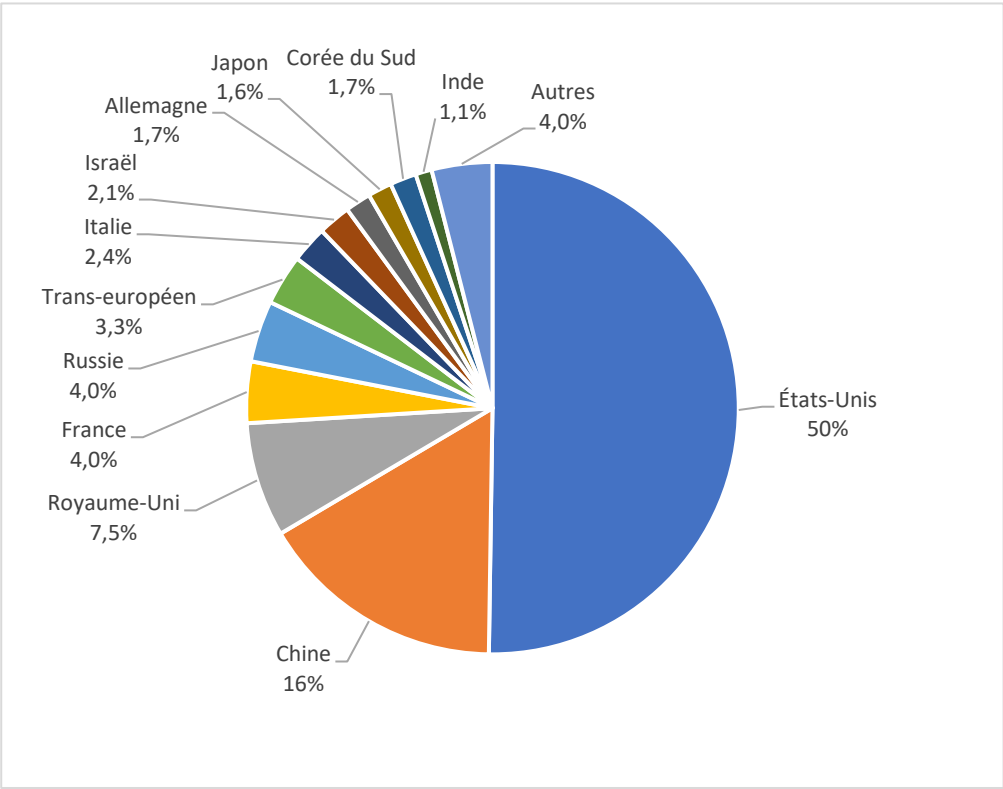
basées aux États-Unis. Ensemble, leurs recettes de ventes d'armes représentaient 31% du total du Top 100. Si les cinq ont enregistré une augmentation nominale de leurs recettes de ventes d'armes en 2023, seules Northrop Grumman (+5,8%), Boeing (+2,0%) et General Dynamics (+3,2%) ont enregistré une augmentation en valeur réelle.

Les deux plus grands producteurs d'armes au monde, Lockheed Martin (-1,6%) et RTX (-1,3%), ont enregistré une baisse en valeur réelle. Malgré une demande plus forte pour leurs armes et leurs équipements militaires, ils n'ont pas été en mesure d'augmenter suffisamment leur capacité de production en raison de difficultés persistantes dans la chaîne d'approvisionnement, en particulier dans les segments de l'aéronautique et de la défense antimissile, qui ont des chaînes d'approvisionnement particulièrement complexes. Par exemple, les retards dans la livraison de moteurs-fusées à propergol solide, qui sont fabriqués par un très petit nombre d'entreprises et constituent un composant essentiel des missiles, ont eu un impact considérable sur les capacités de production de Lockheed Martin et RTX tout au long de l'année 2023.

Les recettes de ventes d'armes de Lockheed Martin ont diminué pour la troisième année consécutive, tombant à 60,8 milliards USD en 2023. Dans presque tous ses segments, le taux de croissance nominal des carnets de commandes sur l'année a été nettement supérieur au taux de croissance nominal des recettes. Les carnets de commandes ont augmenté dans les secteurs de l'aéronautique (+6,2%), des missiles et des systèmes de contrôle de tir (+12%) et des systèmes rotatifs et de mission (+7,9%), dépassant leurs taux de croissance respectifs de +1,8%, -0,6% et +0,6%. Le segment Espace a été la seule exception à cette tendance : le taux de croissance nominal du chiffre d'affaires (+9,3%) a dépassé le taux de croissance nominal du carnet de commandes (+2,6%).

Les recettes de ventes d'armes de RTX, qui a changé de nom en 2023 pour devenir Raytheon Technologies, ont chuté à 40,7 milliards USD. La production et la livraison de missiles et d'équipements aérospatiaux destinés à l'exportation ont été particulièrement touchées par des problèmes de chaîne d'approvisionnement en 2023. Les recettes de ventes d'armes à l'exportation ont diminué de 5,4%, tandis que celles provenant des ventes intérieures ont augmenté de 0,2%. La troisième entreprise d'armement au monde, Northrop Grumman, semble avoir été moins touchée par les contraintes de la chaîne d'approvisionnement que les deux premières. Ses recettes provenant de ventes d'armes ont atteint 35,6 milliards USD en 2023. Cette augmentation de 5,8% s'explique en partie par la hausse de la demande de munitions destinées à l'Ukraine et en partie par la décision des États-Unis de donner la priorité au développement d'un nouveau système spatial de défense antimissile à détection précoce et à la modernisation de leurs systèmes de lancement d'armes nucléaires (voir encadré 1). Le segment Space Systems de l'entreprise a enregistré une croissance de 9,2% de son chiffre d'affaires en 2023 par rapport à l'année précédente, soit la plus forte augmentation annuelle en pourcentage parmi tous ses segments.

Figure 3. Part du total des recettes des ventes d'armes des entreprises du Top 100 du SIPRI pour 2023, par pays



Note : Le Top 100 classe les entreprises en fonction du pays où se trouve leur siège social. Cela signifie que les ventes d'une filiale étrangère sont comptabilisées dans le total du pays de la société mère. Le Top 100 n'englobe pas l'ensemble de l'industrie de l'armement de chaque pays couvert, mais uniquement les plus grandes entreprises. La catégorie « Autres » comprend les pays dont les ventes d'armes des entreprises représentent moins de 1,0% du total : Canada, Norvège, Pologne, Singapour, Espagne, Suède, Taiwan, Tchéquie, Türkiye et Ukraine. Le total des pourcentages peut ne pas atteindre 100% en raison des conventions d'arrondis.

Source : [Base de données SIPRI sur l'industrie de l'armement](#), décembre 2024

Encadré 1. Le rôle des entreprises du Top 100 dans les programmes de modernisation nucléaire

Tous les pays dotés d'armes nucléaires procèdent à la modernisation de leurs forces nucléaires. De nombreuses entreprises d'armement figurant dans le Top 100 du SIPRI sont impliquées dans le développement et la production d'armes nucléaires. La modernisation nucléaire restera donc une source importante de revenus pour ces entreprises à moyen et long terme.

Vers 2015, les **États-Unis** ont lancé un programme complet de modernisation nucléaire d'un montant d'au moins 1 500 milliards USD, prévu pour durer 30 ans. Ce programme vise à remplacer ou à moderniser la quasi-totalité des composants des forces nucléaires américaines, tels que les missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SSBN), les bombardiers stratégiques et les ogives nucléaires. Northrop Grumman (3^e du Top 100 pour 2023) est chargé de produire la nouvelle flotte de 650 ICBM et d'au moins 100 bombardiers stratégiques de nouvelle génération (B21). Les ICBM seront équipés de nouvelles ogives nucléaires conçues en partie par Sandia National Laboratories (37^e). Les États-Unis modernisent également certains de leurs bombardiers stratégiques existants avec des moteurs produits par Rolls-Royce (22^e rang) et des radars fabriqués par RTX (2^e rang). General Dynamics (5^e rang) et HII (17^e rang) produisent au moins 12 SNLE pour remplacer la flotte américaine actuelle.

La **Russie** arrive au terme d'un cycle de modernisation de ses armes nucléaires qui a démarré au début des années 2000. En février 2024, le président Vladimir Poutine a déclaré qu'environ 95% des forces nucléaires stratégiques russes avaient été modernisées. Les nouveaux systèmes comprennent des ICBM capables de transporter plusieurs ogives, des SSBN de nouvelle génération et des bombardiers stratégiques hypersoniques. Toutefois, la Russie n'a pas divulgué d'informations détaillées sur les entreprises participant aux programmes de modernisation. Bien que Rostec (7^e rang) soit connue pour être impliquée dans les projets nucléaires militaires russes, aucune information n'est disponible sur ses activités liées au nucléaire.

Les forces nucléaires du **Royaume-Uni** sont entièrement basées en mer et se composent de quatre SNLE. Le Royaume-Uni est en train de moderniser sa flotte afin de prolonger sa durée de vie. Les quatre sous-marins seront à terme remplacés par une nouvelle classe de SNLE. BAE Systems (6^e rang) et Rolls-Royce sont les principaux contractants impliqués dans le programme de remplacement. BAE Systems est responsable de la conception et de la fabrication, tandis que Rolls-Royce produit le système de propulsion. Babcock International Group (38^e rang) travaillera également sur les nouveaux SNLE et assurera le soutien en service et tout au long du cycle de vie des sous-marins existants. L'Atomic Weapons Establishment (AWE, 59^e rang) conçoit, fabrique et entretient les ogives nucléaires britanniques. En 2023, l'AWE a enregistré la plus forte augmentation en pourcentage de ses recettes de ventes d'armes parmi les entreprises britanniques du Top 100. Ses recettes de ventes d'armes ont augmenté de 16%, pour atteindre 2,2 milliards USD, grâce à l'augmentation des investissements britanniques dans les infrastructures nucléaires de l'AWE. Plusieurs entreprises américaines du Top 100 participent à la modernisation des forces nucléaires britanniques.

Il s'agit notamment de Lockheed Martin (1^{er} rang), Northrop Grumman, Boeing (4^e rang), General Dynamics, L3Harris Technologies (11^e rang) and Moog (85^e rang).

La **France** modernise ses forces nucléaires aériennes et maritimes. Naval Group (32^e rang) est chargé de concevoir et de produire un nouveau type de SNLE, qui devrait commencer à remplacer les quatre SNLE existants à partir de 2035. Thales (16^e rang) produira la suite sonar des nouveaux SNLE et modernise actuellement cet équipement sur les sous-marins existants. Le groupe Dassault Aviation (46^e rang) produit et entretient les avions de combat à capacité nucléaire de la France. CEA (50^e rang) conçoit, fabrique et entretient les ogives nucléaires du pays. Les missiles air-sol embarqués sur les avions à capacité nucléaire français sont fabriqués par MBDA (30^e rang). Les missiles balistiques nucléaires lancés depuis des sous-marins français sont produits par ArianeGroup, une coentreprise entre Safran (33^e rang) et Airbus (12^e rang). Safran fournit également les systèmes de propulsion et l'avionique des avions de combat nucléaires français.

La **Chine** modernise les trois composantes (forces aériennes, terrestres et navales) de sa triade nucléaire, les entreprises publiques jouant un rôle clé dans ces programmes. AVIC (8^e rang) produit le bombardier chinois à capacité nucléaire et capable de se ravitailler en vol, qui a été mis en service en 2020. CASC (14^e rang) fabrique les nouveaux ICBM mobiles à propergol solide qui remplacent les missiles vieillissants à propergol liquide basés dans des silos. De plus, CASC développe et produit les missiles utilisés sur la flotte chinoise de six SNLE construits par CSSC (15^e rang). CSSC construit également la prochaine génération de SNLE chinois. CNNC (74^e rang) fournit la technologie nucléaire et l'énergie nucléaire à des fins militaires. Aucune donnée n'est disponible pour l'Académie chinoise d'ingénierie physique, qui produit les ogives nucléaires chinoises.

Dans l'ensemble, environ un quart des entreprises du Top 100 du SIPRI, allant de certains des plus grands producteurs à des entreprises proches du bas du classement, sont impliquées dans des activités liées aux programmes d'armes nucléaires à travers le monde. Cependant, très peu d'entreprises fournissent des informations sur les revenus tirés de leurs activités liées au nucléaire. Il reste donc difficile d'établir un lien entre les recettes de ventes d'armes et les programmes de modernisation nucléaire, sauf dans des cas tels que celui de l'AWE, dont les recettes sont entièrement liées aux forces nucléaires britanniques. Dans le même temps, ces programmes représentent un engagement financier important et à long terme. À mesure que les pays se recentrent sur une stratégie de dissuasion nucléaire, la modernisation nucléaire s'imposera davantage comme un moteur de changement dans les recettes de ventes d'armes du Top 100.

Europe

Les recettes de ventes d'armes des 27 entreprises du Top 100 basées en Europe (hors Russie) ont augmenté de 0,2% (soit 199 millions USD) pour atteindre 133 milliards USD en 2023, ce qui représente 21% du total du Top 100.

Ensemble, les sept entreprises basées au **Royaume-Uni** ont enregistré des recettes de ventes d'armes totalisant 47,7 milliards USD, soit 7,5% du total des recettes de ventes d'armes du Top 100. Les sept ont augmenté leurs recettes de ventes d'armes en 2023. BAE Systems (6^e rang) est restée la plus grande entreprise d'armement en Europe. Ses recettes de ventes d'armes ont augmenté de 2,3% en 2023 pour atteindre 29,8 milliards USD. La plus forte augmentation annuelle des recettes de ventes d'armes parmi les entreprises britanniques du

Top 100 (+16%) a été enregistrée par l'Atomic Weapons Establishment (59^e rang), qui produit les ogives nucléaires du Royaume-Uni (voir encadré 1).

Les recettes totales de ventes d'armes des cinq entreprises basées en **France** du Top 100 ont diminué pour la deuxième année consécutive, tombant à 25,5 milliards USD. La baisse globale de 8,5% en 2023 est largement due à la chute de 41% des recettes de ventes d'armes du groupe Dassault Aviation (46^e rang), qui a enregistré la plus forte baisse en pourcentage parmi les entreprises du Top 100. Dassault a vu ses recettes de ventes d'armes provenant des exportations d'avions de combat Rafale chuter de 60% entre 2022 et 2023. Thales (16^e rang) est la seule entreprise française du Top 100 à avoir enregistré une augmentation de ses recettes de ventes d'armes au cours de l'année. Ses recettes ont augmenté de 2,4%, pour atteindre 10,4 milliards USD.

Trois entreprises **transeuropéennes** figuraient dans le Top 100. Leurs recettes combinées de ventes d'armes ont diminué de 1,5% en 2023, pour atteindre 21,0 milliards USD. Si les trois ont enregistré une augmentation nominale de leurs recettes de ventes d'armes par rapport à l'année précédente, seule MBDA (30^e rang) a enregistré une augmentation en valeur réelle. Ses recettes de ventes d'armes ont augmenté de 0,4% pour atteindre 4,8 milliards USD, tandis que celles d'Airbus (12^e rang) ont diminué de 1,5% pour s'établir à 12,9 milliards USD et celles de KNDS (45^e rang) ont baissé de 3,7% pour atteindre 3,3 milliards USD.

En 2023, les recettes de ventes d'armes des deux entreprises basées en **Italie** du Top 100 ont diminué de 10% au total. Leonardo (13^e rang) a enregistré des recettes de ventes d'armes de 12,4 milliards USD, soit une baisse de 11% par rapport à l'année précédente, en raison d'une diminution des recettes provenant de ses segments avions et hélicoptères par rapport à 2022. Les recettes de ventes d'armes de Fincantieri (51^e rang) ont diminué de 6,0% pour atteindre 2,8 milliards USD, la société ayant réduit sa production après avoir effectué la dernière livraison dans le cadre d'un important contrat d'exportation avec le Qatar.

Quatre entreprises basées en **Allemagne** figuraient dans le Top 100. Le total des recettes combinées de ventes d'armes s'élevaient à 10,7 milliards USD en 2023, soit 7,5% de plus qu'en 2022. La plus forte croissance a été enregistrée par Diehl (83^e rang). Ses recettes de ventes d'armes ont augmenté de 30% pour atteindre 1,4 milliard USD, grâce à la hausse des ventes de ses systèmes de défense aérienne au sol et de ses munitions. La plus grande entreprise allemande d'armement, Rheinmetall (26^e rang), a augmenté ses recettes de ventes d'armes de 10%, pour atteindre 5,5 milliards USD, principalement grâce à la demande croissante d'armes, telles que des munitions et des chars, déclenchée par la guerre en Ukraine. En 2023, Rheinmetall a participé à des programmes d'« échange circulaire » dans le cadre desquels des pays fournissent directement des équipements militaires à l'Ukraine et reçoivent des équipements de remplacement de la part d'alliés.

La seule entreprise basée en **Ukraine** figurant dans le Top 100 était JSC Ukrainian Defense Industry (60^e rang). Anciennement connue sous le nom d'UkrOboronProm, cette entreprise a augmenté ses recettes de ventes d'armes de 69% en 2023, pour atteindre 2,2 milliards USD, grâce à l'augmentation de sa production afin de soutenir l'effort de guerre de l'Ukraine.

Kongsberg Gruppen (80^e rang), basée en **Norvège**, a augmenté ses revenus liés aux armes de 27%, pour atteindre 1,5 milliard USD. La demande croissante de missiles et de systèmes de défense aérienne a conduit à un niveau record du carnet de commandes de la société à la fin de 2023. Elle a également conclu en 2023 le plus gros contrat d'armement de son histoire, d'un montant de 1,5 milliard USD, dans le cadre d'une livraison à la Pologne de quatre escadrons de systèmes de missiles sol-sol destinés à la défense côtière.

Czechoslovak Group (89^e rang) est la seule entreprise **tchèque** du Top 100 ; elle a augmenté ses recettes de ventes d'armes de 25%, à 1,2 milliard USD. Ses recettes de ventes d'armes en 2023 ont mis en évidence une diversification notable de sa clientèle : la part des recettes provenant des ventes à l'Ukraine est passée de 41% en 2022 à 22% en 2023, tandis que le total de ses recettes provenant des ventes aux États membres de l'Union européenne a considérablement augmenté au cours de l'année.

Russie

En raison du manque de données disponibles, seules deux entreprises russes figurent dans le Top 100 depuis 2022. La transparence sur la production d'armes en Russie a commencé à diminuer sensiblement après l'annexion de la Crimée en 2014, et la plupart des entreprises d'armement ont cessé de publier leurs états financiers après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en 2022. Toutefois, certaines informations sur la production d'armes russe sont parfois rendues publiques dans des déclarations de responsables gouvernementaux ou d'entreprises. En raison du manque général de transparence, les données présentées ici visent uniquement à donner un aperçu général et non une représentation détaillée de l'état actuel de l'industrie de l'armement russe.

Certaines des entreprises précédemment répertoriées dans la base de données du SIPRI sur l'industrie de l'armement font partie de Rostec (7^e rang), une société holding publique : High Precision Systems, KRET, Russian Electronics, Russian Helicopters, United Aircraft Corporation, United Engines Corporation et UralVagonZavod. Rostec continue de divulguer certaines données sur ses recettes et sa production d'armes. C'est pourquoi Rostec figure dans le classement, bien que l'entreprise ne dispose d'aucune capacité de production directe. United Shipbuilding Corporation (USC ; 41^e rang) publie également certaines données financières et figure donc dans le Top 100. Les recettes de ventes d'armes de Rostec et d'USC ont été estimées à 25,5 milliards USD en 2023, soit 40% (ou 7,2 milliards USD) de plus qu'en 2022. Les recettes de ventes d'armes de Rostec ont augmenté de 49%, pour atteindre environ 21,7 milliards USD. La part de ces recettes dans le total des recettes est passée de 55% en 2022 à 65% en 2023. Les recettes de ventes d'armes de l'USC ont augmenté de 1,9% en 2023, pour atteindre 3,8 milliards USD, soit 80% de ses recettes totales.

La forte augmentation globale des recettes de la vente d'armes des entreprises russes en 2023 peut être attribuée à l'augmentation de la production de diverses armes, notamment des systèmes de défense aérienne, certains types de missiles, des avions de combat, des véhicules aériens sans pilote (UAV), des systèmes de guerre électronique et des armes pour les forces terrestres, en réponse à l'évolution des besoins militaires depuis le début de la guerre en Ukraine. La victoire rapide espérée par la Russie ne s'étant pas concrétisée et l'armée russe ayant subi d'importantes pertes matérielles à la fin de l'année 2022, la Russie s'est orientée vers une stratégie d'usure, intensifiant sa production d'armes afin de soutenir un conflit prolongé. Cette expansion a été facilitée par plusieurs ajustements stratégiques, notamment l'augmentation des commandes publiques soutenue par un budget militaire plus important, la mise en place de nouvelles structures administratives pour gérer la production et garantir l'exécution des commandes, et l'instauration de conditions de travail en plusieurs équipes dans de nombreuses usines d'armement.

Asie et Océanie

Les recettes combinées de ventes d'armes des 23 entreprises basées en Asie et en Océanie figurant dans le Top 100 ont augmenté de 5,7% (soit 7,3 milliards USD) pour atteindre 136

milliards USD en 2023. Cette augmentation est principalement due à la croissance substantielle des recettes de ventes d'armes des entreprises japonaises et sud-coréennes.

Neuf entreprises basées en **Chine** figuraient dans le Top 100, dont trois dans le Top 10. Leurs recettes combinées de ventes d'armes, qui s'élevaient à 103 milliards USD, représentaient 16% du total du Top 100 en 2023, plaçant la Chine au deuxième rang des pays représentés dans le classement, derrière les États-Unis. L'augmentation de 0,7% des recettes de ventes d'armes a été la plus faible depuis 2019. Cinq des neuf entreprises ont enregistré une baisse de leurs recettes de ventes d'armes dans un contexte de ralentissement économique accru en Chine.

AVIC (8^e rang) est resté le premier producteur d'armes de la Chine. Ses recettes de ventes d'armes ont augmenté de 5,6% pour atteindre 20,9 milliards de USD, soulignant la croissance continue de la production nationale d'avions militaires. Cette tendance s'est également manifestée dans les résultats de l'un des principaux fournisseurs d'AVIC, le fabricant de moteurs d'avion AECC (23^e rang). Les recettes de ventes d'armes d'AECC ont augmenté de 17% pour atteindre 5,8 milliards USD, soit la plus forte augmentation annuelle en pourcentage des recettes de ventes d'armes parmi les entreprises chinoises. CSSC (15^e rang), le plus grand constructeur naval militaire au monde, a augmenté ses recettes de ventes d'armes de 15% pour atteindre 11,5 milliards USD et a réalisé des progrès notables dans la production civile en 2023 en livrant le premier paquebot de croisière produit en Chine dans le cadre de la politique de fusion entre les secteurs militaire et civil. CASIC (18^e rang) a enregistré la plus forte baisse annuelle parmi les entreprises chinoises. Ses recettes de ventes d'armes ont chuté de 21% pour atteindre 8,9 milliards USD en raison du retard dans la livraison et le paiement d'un lot de missiles et de systèmes électroniques destinés à l'armée chinoise.

Le total des recettes combinées de ventes d'armes des quatre entreprises basées en **Corée du Sud** du Top 100 ont augmenté de 39% pour atteindre 11 milliards USD en 2023. Le groupe Hanwha (24^e rang) a vu ses recettes de ventes d'armes bondir de 53%, pour atteindre 5,7 milliards USD, après avoir consolidé ses filiales militaires et finalisé l'acquisition du constructeur naval DSME en 2023. Son expansion a été encore stimulée par des contrats d'exportation avec l'Australie, la Pologne et le Royaume-Uni pour la fourniture d'artillerie et de véhicules blindés. D'autres entreprises sud-coréennes ont également profité de la hausse de la demande : Korea Aerospace Industries (56^e rang) et Hyundai Rotem (87^e rang) ont augmenté leurs revenus liés à l'armement de 45% et 44% respectivement, principalement grâce aux commandes nationales et aux commandes à l'exportation de la Pologne pour des avions de combat légers et des chars.

Cinq entreprises basées au **Japon** figuraient dans le Top 100. Ensemble, leurs recettes de ventes d'armes ont augmenté de 35% en 2023, pour atteindre 10 milliards USD. En 2023, les commandes nationales liées à l'armée de ces cinq entreprises étaient au moins deux fois plus élevées, voire quatre fois plus dans certains cas, qu'en 2022, année où le Japon a lancé son plus grand programme de renforcement militaire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, marquant ainsi un changement majeur dans sa politique de dépenses militaires. Les commandes intérieures liées à l'armée passées auprès du plus grand producteur d'armes du Japon, Mitsubishi Heavy Industries (39^e rang), ont augmenté de 360% en valeur nominale entre 2022 et 2023. Cela a entraîné une augmentation de 24% en valeur réelle de ses recettes de ventes d'armes au cours de l'année, qui ont atteint 3,9 milliards USD. Kawasaki Heavy Industries (65^e rang), deuxième entreprise d'armement du Japon, a augmenté ses recettes de ventes d'armes de 16% pour atteindre 2,1 milliards USD en 2023, après une augmentation nominale de 130% de la valeur de ses commandes nationales liées à l'armée, sous l'effet de la demande croissante du Japon en nouveaux avions et missiles.

Les recettes de ventes d'armes des trois entreprises basées en **Inde** du Top 100 ont augmenté de 5,8% pour atteindre 6,7 milliards USD en 2023. Hindustan Aeronautics (43^e rang) était le plus grand producteur d'armes en Inde, avec des recettes de ventes d'armes de 3,7 milliards USD, soit 6,9% de plus qu'en 2022. Sa croissance s'inscrit dans le cadre de l'initiative indienne visant à devenir autonome dans la production d'avions de combat légers et d'hélicoptères de conception nationale.

En 2023, la seule entreprise basée à **Taïwan** du Top 100, NCSIST (47^e rang), a poursuivi sa croissance à deux chiffres en glissement annuel avec une augmentation de 27% de ses revenus liés à l'armement, qui ont atteint 3,2 milliards USD. Cette progression a été tirée par les commandes nationales de missiles, de drones et de radars de fabrication locale, des systèmes très demandés dans un contexte de tensions croissantes avec la Chine.

Moyen-Orient

La guerre en cours en Ukraine et le début du conflit à Gaza en octobre 2023 ont été les principaux moteurs de l'expansion de la production d'armes au Moyen-Orient. Les six entreprises de cette région figurant dans le Top 100 ont augmenté leurs recettes de ventes d'armes de 18% (soit 3 milliards USD) au cours de l'année, pour atteindre 19,6 milliards USD.

Les recettes de ventes d'armes des trois entreprises du Top 100 basées en **Israël** ont atteint des niveaux sans précédent en 2023, grâce à la demande d'armes alimentée par la guerre à Gaza. Leurs recettes totales de ventes d'armes ont augmenté de 15%, pour atteindre 13,6 milliards USD. En 2023, les recettes de ventes d'armes d'Elbit Systems (27^e rang) ont augmenté de 14%, pour atteindre 5,4 milliards USD. La société a déclaré avoir obtenu environ 900 millions USD de contrats nationaux liés au secteur militaire entre octobre et décembre 2023. Avec des recettes de ventes d'armes de 4,5 milliards USD, soit une augmentation de 15% par rapport à 2022, Israel Aerospace Industries (34^e rang) a déclaré que 2023 avait été une année record pour l'entreprise. Elle a accéléré le rythme de production pour répondre à la demande de munitions de l'armée israélienne et a accéléré le développement de nouveaux systèmes. Rafael (42^e rang) a également enregistré des ventes et des commandes record. En 2023, les recettes de ventes d'armes de Rafael ont atteint 3,7 milliards USD, soit une augmentation de 16% par rapport à l'année précédente. L'entreprise produit des armes essentielles à la stratégie militaire d'Israël, telles que des missiles pour les systèmes de défense aérienne Iron Dome et David's Sling.

Les trois entreprises basées en **Türkiye** figurant dans le Top 100 ont enregistré des recettes combinées de ventes d'armes de 6,0 milliards USD en 2023, soit une augmentation de 24% par rapport à l'année précédente. La Türkiye a pour objectif de longue date de devenir autonome dans la production d'armes. La croissance de la demande intérieure et l'augmentation des exportations, souvent liées à la guerre en Ukraine, ont été les principaux moteurs de la croissance en 2023. Baykar (69^e rang) produit des drones armés qui ont été largement utilisés dans la guerre en Ukraine. Elle a exporté des drones directement vers l'Ukraine et vers d'autres pays pour livraison ultérieure à l'Ukraine. Les exportations ont représenté environ 90% des recettes de ventes d'armes de l'entreprise en 2023. Les recettes de ventes d'armes de Baykar ont augmenté de 25%, pour atteindre 1,9 milliard USD. Turkish Aerospace Industries (TAI ; 78^e rang) a également augmenté ses exportations, qui ont représenté 31% de ses recettes totales de ventes d'armes, soit 1,7 milliard USD en 2023. TAI a enregistré la plus forte croissance annuelle des recettes de ventes d'armes (+45%) parmi les entreprises turques du Top 100. Contrairement aux deux autres entreprises turques du classement, ASELSAN (54^e rang) ne tire qu'une petite partie de ses recettes de ventes d'armes des exportations. L'augmentation de 12% de ses recettes de ventes d'armes, qui ont atteint

2,4 milliards USD en 2023, est donc principalement le résultat de la demande intérieure stimulée par l'engagement de la Türkiye à développer des armes produites localement.

Annexe 1. Top 100 des entreprises productrices d'armes et de services militaires dans le monde en 2023, selon le SIPRI

Rang ^a		Entreprise ^b	Pays ^c	Recettes des ventes d'armes (mio USD constants)		Variation (%)	Recettes totales	%*
2022	2021			2023	2022 ^d	2022-23	2023	2023
1	1	Lockheed Martin Corp.	États-Unis	60 810	61 820	-1,6	67 570	90
2	2	RTX	États-Unis	40 660	41 190	-1,3	68 920	59
3	3	Northrop Grumman Corp.	États-Unis	35 570	33 620	5,8	39 290	91
4	4	Boeing	États-Unis	31 100	30 500	2,0	77 790	40
5	5	General Dynamics Corp.	États-Unis	30 200	29 270	3,2	42 270	71
6	6	BAE Systems	Royaume-Uni	29 810	29 150	2,3	30 350	98
7	9	Rostec ^{e f}	Russie	21 730	14 550	49	33 430	65
8	8	AVIC	Chine	20 850	19 750	5,6	83 430	25
9	7	NORINCO	Chine	20 560	21 130	-2,7	76 600	27
10	10	CETC ^e	Chine	16 050	14 260	13	55 990	29
11	13	L3Harris Technologies ^g	États-Unis	14 760	13 150	12	19 420	76
12	14	Airbus	Transeuropéen ^h	12 890	13 090	-1,5	70 710	18
13	12	Leonardo	Italie	12 390	13 980	-11	16 520	75
14	11	CASC ^e	Chine	12 350	13 370	-7,6	41 170	30
15	16	CSSC ^e	Chine	11 480	10 000	15	48 950	23
16	17	Thales	France	10 350	10 110	2,4	19 910	52
17	18	HII	États-Unis	9 280	9 110	1,9	11 450	81
18	15	CASIC	Chine	8 850	11 270	-21	27 640	32
19	19	Leidos	États-Unis	8 730	8 580	1,7	15 440	57
20	21	Booz Allen Hamilton	États-Unis	6 900	6 140	12	10 660	65
21	20	Amentum	États-Unis	6 450	6 830	-5,6	8 600	75
22	23	RollsRoyce	Royaume-Uni	6 290	6 140	2,4	19 120	33
23	24	AECC	Chine	5 780	4 920	17	..	..
24	42	Hanwha Group ⁱ	Corée du Sud	5 710	3 740	53	61 300	9,3
25	27	CACI International	États-Unis	5 700	5 020	14	7 660	74
26	29	Rheinmetall	Allemagne	5 480	4 970	10	7 750	71
27	26	Elbit Systems	Israël	5 380	4 710	14	5 980	90
28	22	CSGC	Chine	5 130	5 630	-8,9	43 930	12
29	28	Honeywell International	États-Unis	4 990	4 820	3,5	36 660	14
30	33	MBDA	Transeuropéen ^h	4 760	4 740	0,4	4 810	99
31	32	General Electric	États-Unis	4 710	4 590	2,6	67 950	6,9
32	30	Naval Group	France	4 550	4 860	-6,4	4 600	99
33	36	Safran	France	4 510	4 510	0,0	25 060	18
34	37	Israel Aerospace Industries	Israël	4 490	3 890	15	5 330	84

* = pourcentage des recettes des ventes d'armes par rapport aux recettes totales

.. = données non disponibles ; Corp. = corporation.

Notes : Tous les chiffres des recettes des ventes d'armes sont exprimés en millions USD constants (2023), et sont arrondis aux 10 millions USD les plus proches.

Les variations en pourcentage sont exprimées en valeurs réelles. Les parts et les variations en pourcentage calculées à partir des données de ce tableau peuvent ne pas correspondre exactement à celles indiquées en raison des arrondis (voir : À propos de la base de données du SIPRI sur l'industrie de l'armement ».

^a Les entreprises sont classées en fonction de la valeur de leurs recettes de ventes d'armes à la fin de ce que le SIPRI considère comme leur année financière. Les classements pour 2022 sont basés sur les chiffres actualisés des ventes d'armes dans la dernière version de la base de données du SIPRI sur l'industrie de l'armement (déc. 2024). Ils peuvent différer de ceux publiés dans toute publication antérieure du SIPRI car les données sont continuellement révisées. Le plus souvent les changements sont signalés par l'entreprise elle-même et parfois les estimations sont améliorées.

Rang ^a		Entreprise ^b	Pays ^c	Recettes des ventes d'armes (mio USD constants)		Variation (%)	Recettes totales	%*
2022	2021			2023	2022 ^d	2022-23	2023	2023
35	40	Saab	Suède	4 360	3 760	16	4 850	90
36	35	KBR	États-Unis	4 230	4 440	-4,7	6 960	61
37	38	Sandia National Laboratories	États-Unis	4 200	4 080	2,9	4 780	88
38	41	Babcock International Group	Royaume-Uni	4 030	3 990	1,0	5 450	74
39	45	Mitsubishi Heavy Industries	Japon	3 890	3 140	24	33 210	12
40	39	Science Applications International Corp.	États-Unis	3 870	3 930	-1,5	7 440	52
41	34	United Shipbuilding Corp. ^e	Russie	3 770	3 700	1,9	4 710	80
42	44	Rafael	Israël	3 730	3 210	16	3 810	98
43	43	Hindustan Aeronautics	Inde	3 710	3 470	6,9	3 910	95
44	53	V2X	États-Unis	3 410	2 620	30	3 960	86
45	46	KNDS	Transeuropéen ^h	3 340	3 470	-3,7	3 510	95
46	25	Dassault Aviation Group	France	3 220	5 440	-41	5 190	62
47	52	NCSIST	Taiwan	3 220	2 530	27	3 360	96
48	51	Bechtel Corp.	États-Unis	2 970	2 850	4,2	20 600	14
49	47	Textron	États-Unis	2 940	3 030	-3,0	13 680	21
50	48	CEA	France	2 900	2 990	-3,0	6 560	44
51	50	Fincantieri	Italie	2 820	3 000	-6,0	8 270	34
52	55	ParkerHannifin Corp.	États-Unis	2 600	2 360	10	19 930	13
53	54	TransDigm Group	États-Unis	2 570	2 430	5,8	6 590	39
54	62	ASELSAN	Türkiye	2 440	2 170	12	2 560	95
55	60	Jacobs Engineering Group	États-Unis	2 350	2 180	7,8	16 350	14
56	75	Korea Aerospace Industries	Corée du Sud	2 290	1 580	45	2 910	79
57	66	Serco Group	Royaume-Uni	2 280	2 000	14	6 640	34
58	57	ST Engineering	Singapour	2 230	2 360	-5,5	7 520	30
59	68	Atomic Weapons Establishment	Royaume-Uni	2 230	1 930	16	2 260	99
60	84	JSC Ukrainian Defense Industry	Ukraine	2 210	1 310	69	2 210	100
61	58	General Atomics ^e	États-Unis	2 120	2 230	-4,9	..	..
62	61	Teledyne Technologies	États-Unis	2 110	2 100	0,5	5 640	37
63	59	Oshkosh Corp.	États-Unis	2 100	2 230	-5,8	9 660	22
64	73	PGZ	Pologne	2 060	1 890	9,0	2 290	90
65	67	Kawasaki Heavy Industries	Japon	2 060	1 770	16	13 190	16
66	64	ThyssenKrupp	Allemagne	1 990	2 110	-5,7	40 550	4.9
67	65	Bharat Electronics	Inde	1 940	1 930	0,5	2 400	81
68	74	Sierra Nevada Corp. ^e	États-Unis	1 930	1 620	19	1 990	97

^b Les holding et sociétés d'investissement n'ayant pas d'activités opérationnelles directes ne sont pas considérées comme des entreprises d'armement, et les entreprises d'armement qu'elles possèdent sont répertoriées et classées comme s'il s'agissait de sociétés mères. Les noms et les structures des sociétés sont répertoriés tels qu'ils étaient à la fin de leur exercice financier. Les principales révisions sont expliquées dans les présentes notes.

^c Le pays est celui dans lequel se trouvent les structures de propriété et de contrôle de l'entreprise, c'est-à-dire le lieu du siège social de l'entreprise.

^d Pour faciliter la comparaison entre les années, tous les chiffres des ventes – y compris ceux des ventes d'armes en 2022 – sont donnés en USD constants (2023).

^e Le chiffre des recettes de ventes d'armes de cette entreprise est une estimation qui présente un haut degré d'incertitude.

^f Rostec est une société holding qui n'a pas de capacité de production directe et qui serait donc normalement exclue du Top 100 (voir note b). Elle a été incluse dans le classement 2023 en raison du manque de données pour la quasi-totalité des autres entreprises d'armement russes. Certaines des entreprises pour lesquelles les données ne sont plus disponibles sont contrôlées par Rostec et ont été incluses dans les classements précédents du Top 100 : High Precision Systems, KRET, Russian Electronics, Russian Helicopters, United Aircraft Corp., United Engines Corp. et UralVagon Zavod

Rang ^a				Recettes des ventes d'armes (mio USD constants)		Variation (%)	Recettes totales	%*
2023	2022	Entreprise ^b	Pays ^c	2023	2022 ^d	2022-23	2023	2023
69	79	Baykar	Türkiye	1 900	1 520	25	2 000	95
70	70	BWX Technologies	États-Unis	1 890	1 770	6,8	2 500	76
71	83	Fujitsu	Japon	1 850	1 230	50	26 790	6.9
72	72	QinetiQ	Royaume-Uni	1 850	1 760	5,1	2 370	78
73	71	Hensoldt	Allemagne	1 850	1 810	2,2	2 000	93
74	63	CNNC	Chine	1 840	1 860	-1,1	39 680	4.6
75	76	Parsons Corp.	États-Unis	1 840	1 600	15	5 440	34
76	69	LIG Nex1	Corée du Sud	1 770	1 760	0,6	1 770	100
77	77	Eaton	États-Unis	1 710	1 580	8,2	23 200	7.4
78	88	Turkish Aerospace Industries	Türkiye	1 700	1 170	45	2 210	77
79	81	Curtiss-Wright Corp.	États-Unis	1 580	1 450	9,0	2 850	55
80	85	Kongsberg Gruppen	Norvège	1 500	1 180	27	3 840	39
81	87	Amphenol Corp.	États-Unis	1 380	1 190	16	12 560	11
82	80	CAE	Canada	1 370	1 420	-3,5	3 170	43
83	98	Diehl	Allemagne	1 350	1 040	30	4 200	32
84	86	Keysight Technologies	États-Unis	1 250	1 220	2,5	5 460	23
85	82	Moog	États-Unis	1 240	1 330	-6,8	3 320	37
86	115	ViaSat ⁱ	États-Unis	1 230	1 210	1,7	4 280	29
87	105	Hyundai Rotem	Corée du Sud	1 210	840	44	2 750	44
88	94	Navantia	Espagne	1 190	1 050	13	1 550	77
89	107	Czechoslovak Group	Tchéquie	1 190	950	25	1 870	64
90	90	Melrose Industries	Royaume-Uni	1 190	1 150	3,5	4 160	29
91	117	NEC Corp.	Japon	1 140	620	84	24 800	4.6
92	92	Fluor Corp.	États-Unis	1 110	1 070	3,7	15 470	7.2
93	93	Mitre Corp. ^e	États-Unis	1 100	1 060	3,8	2 360	47
94	96	Mazagon Dock Shipbuilders	Inde	1 090	970	12	1 150	95
95	91	The Aerospace Corp.	États-Unis	1 060	1 080	-1,9	1 290	82
96	118	Mitsubishi Electric Corp.	Japon	1 050	620	69	37 500	2.8
97	103	HEICO Corp.	États-Unis	1 040	900	16	2 970	35
98	89	United Launch Alliance ^e	États-Unis	1 030	1 110	-7,2	..	..
99	101	Howmet Aerospace	États-Unis	1 020	960	6,3	6 640	15
100	102	TTM Technologies	États-Unis	1 010	900	12	2 230	45

^g L3Harris Technologies a acquis Aerojet Rocketdyne en juillet 2023. Ses recettes de ventes d'armes pour 2023 correspondent aux recettes combinées de ventes d'armes de L3Harris Technologies pour 2023, combiné à celui d'Aerojet Rocketdyne pour les cinq mois suivant l'acquisition.

^h Le terme « transeuropéen » désigne les entreprises dont les structures de propriété et de contrôle sont situées dans plus d'un pays européen.

ⁱ Le groupe Hanwha a finalisé l'acquisition de DSME en 2023. Ses recettes de ventes d'armes pour 2022 sont *pro forma*, c'est-à-dire qu'il s'agit des recettes combinées de ventes d'armes de Hanwha Aerospace et de DSME pour 2022.

^j ViaSat a acquis Inmarsat en 2023. Ses revenus liés aux armes pour 2022 sont *pro forma*, c'est-à-dire qu'ils correspondent aux revenus combinés de ViaSat et d'Inmarsat pour 2022..

Source : [Base de données SIPRI sur l'industrie de l'armement](#), déc. 2024.

À propos de la base de données du SIPRI sur l'industrie de l'armement

Cette fiche d'information dérive de la SIPRI Arms Industry Database, qui est disponible sur le site web du SIPRI et qui comprend des entreprises publiques et privées mais exclut les unités de fabrication ou de maintenance des services armés. Seules les entreprises ayant des activités opérationnelles dans le domaine des armes et des services militaires sont incluses, et non les holdings ou les sociétés d'investissement. Les divisions de recherche et développement (R&D) militaires des institutions académiques sont également exclues.

Aux fins de la présente fiche, les entreprises russes sont traitées séparément des entreprises du reste de l'Europe. Cinq entreprises chinoises figurent dans la base de données à partir de 2015. D'autres entreprises chinoises peuvent présenter des ventes d'armes assez élevées que pour figurer dans le Top 100, mais les données sont insuffisantes pour les inclure dans ce classement.

Les données relatives à toutes les années sont révisées chaque année sur la base de nouvelles informations. Par conséquent, les données de cette fiche remplacent toutes les données relatives à toutes les années des publications précédentes du SIPRI sur le Top 100 des entreprises productrices d'armes et de services militaires.

Sauf indication contraire, tous les chiffres d'affaires sont exprimés en USD constants (2020) et toutes les variations sont exprimées en termes réels. Les comparaisons entre 2019 et 2020 sont basées sur la liste des entreprises classées en 2020 (c'est-à-dire que la comparaison annuelle se fait entre le même ensemble d'entreprises). Les comparaisons à plus long terme sont basées sur les ensembles d'entreprises classés dans l'année respective (c'est-à-dire que la comparaison est effectuée entre un ensemble différent d'entreprises).

Définitions

Les ventes d'armes et de services militaires (ou « ventes d'armes » en abrégé) désignent des ventes de biens, de services et de R&D militaires à des clients militaires au sein du pays et à l'étranger. Les biens et services militaires sont définis comme des biens et services conçus spécifiquement à des fins militaires et comprenant des technologies pertinentes. Les biens militaires sont des équipements spécifiques à l'armée et ne comprennent pas les biens à usage général, tels que le carburant, le matériel de bureau et les uniformes. Les services militaires comprennent les services techniques, tels que les technologies de l'information ; l'entretien, la réparation et le soutien opérationnel ; les services liés au fonctionnement des forces armées, tels que le renseignement, la formation et la gestion logistique ; et la sécurité armée dans les zones de conflit. Ils ne comprennent pas la fourniture en temps de paix de services purement civils, tels que les soins de santé, la restauration et le transport, mais les services d'approvisionnement des forces déployées sur le plan opérationnel sont inclus.

La définition que donne le SIPRI des « ventes d'armes » est devenue une référence car il n'existe pas d'autre définition standard généralement acceptée. Dans certains cas, les données sur les ventes d'armes représentent ce qu'une entreprise considère comme la part de ses ventes totales consacrée à la « défense ». Dans d'autres cas, le SIPRI utilise le chiffre des ventes totales d'une division « défense », qui peut inclure des ventes civiles non spécifiées. Lorsque ces données ne sont pas communiquées par une entreprise, les ventes d'armes sont estimées par le SIPRI sur la base, par exemple, de l'attribution de contrats et d'informations générales sur les programmes de production d'armes et de services militaires de l'entreprise.

Le terme « pays » désigne le pays dans lequel sont situées les structures de propriété et de contrôle de l'entreprise (c'est-à-dire le lieu du siège social de l'entreprise).

LES RAPPORTS DU GRIP

2021/5	Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2021 , SIPRI, Traduction GRIP, 48 p., 10€	2024/1	Hors OTAN, mais partenaires. Bosnie-Herzégovine, Serbie et Kosovo , Georges Berghezan, 36 p., 10€
2021/6	Robots tueurs : le début de la fin ? Stan Brabant, 28 p., 10€	2024/2	L'intégration des enjeux climato-environnementaux dans les doctrines et stratégies militaires : état des lieux et pistes de réflexion , Maïté Bol, 120 p., 10€
2021/7	Est de la RDC : le paradoxe d'un état de siège et d'une insécurité grandissante , Adolphe Agenonga Chober, 36 p., 10€	2024/3	Hausse des achats d'armements au Viêt Nam et en Thaïlande: Perspectives croisées et mise en contexte régional et mondial , Anne Xuan Nguyen, 36 p., 10€
2022/1	Industries de défense saoudienne et émiratie : défis semblables, évolutions divergentes , Georges Berghezan, 40 p., 10€	2024/4	Puissance aérienne et gouvernement du ciel en Afrique. Vivre dans les fantasmes sécuritaires d'Autrui
2022/2	Résumé du SIPRI Yearbook 2022 – Armements, désarmement et sécurité internationale , Traduction GRIP, 32 p., 10€	2024/5	Vendre des armes à Taïwan sans régler « la question de Formose ». Les ambiguïtés états-uniennes et européennes , Samuel Longuet, 64 p., 10€
2022/3	Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2022 , SIPRI, Traduction GRIP, 56 p., 10€	2024/6	L'influence de la Chine au Moyen-Orient. Entre avancées notables et limites persistantes , Thierry Kellner et Nadine Loutfi, 32p., 10 €
2022/4	Si importantes, qu'elles disparaissent - L'invisibilisation des femmes combattantes dans les programmes DDR , Clémence Buchet-Couzy, 32 p., 10 €	2024/7	Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2024 , SIPRI, Traduction GRIP, 54 p., 10 €
2022/5	Un programme en eaux troubles. Incertitudes autour des sous-marins nucléaires australiens , Maïté Bol, 44 p., 10€	2025/1	Est de la RDC: inflation des prix du cacao, émergence des réseaux de contrebande et de criminalité – Adolphe Agenonga Chober, 34p., 10 €
2023/1	La Turquie, nouveau leader de non-alignés? , Georges Berghezan, 60 p., 10€	2025/2	Trafics d'armes des États-Unis vers le Mexique – Georges Berghezen, 40p., 10€
2023/2	Résumé du SIPRI Yearbook 2023 – Armements, désarmement et sécurité internationale , Traduction GRIP, 24 p., 10€	2025/3	L'imaginaire «Start-up» de la guerre. : L'intelligence artificielle et le réenchantement de la défense de l' « Occident », - Christophe Wasinski, 54p., 10€
2023/3	Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2023 , SIPRI, Traduction GRIP, 52 p., 10€		
2023/4	Faut-il acheter le F-35 pour participer au partage nucléaire dans l'OTAN , Samuel Longuet, 50 p., 10€		

Les « Rapports du GRIP » sont vendus à la pièce à 10 € (frais de port inclus)
 Commandez vos exemplaires sur <https://grip.org/category/publication/rapport/>

DÉPENSES MILITAIRES, PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES - Compendium 2025

Selon les données du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), les dépenses militaires mondiales, stimulées par la guerre à Gaza ainsi que la continuation de la guerre entre la Russie et l'Ukraine et l'aggravation des tensions géopolitiques, ont augmenté de 9,4% en valeurs réelles en 2024, pour atteindre 2 718 milliards USD, le niveau le plus élevé jamais enregistré dans les données du SIPRI depuis 1988. Cela représente 2,5% du produit intérieur brut mondial. Les cinq plus grands dépensiers militaires en 2024 étaient les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Allemagne et l'Inde, qui représentaient ensemble 60% des dépenses militaires mondiales. En 2024, les dépenses militaires ont continué d'augmenter dans les cinq régions géographiques pour la deuxième année consécutive.

Le volume des transferts internationaux d'armes majeures en 2020-24 était inférieur de 0,6% à celui de 2015-19. Pour la période 2020-24, les cinq plus grands importateurs d'armes étaient l'Ukraine, l'Inde, le Qatar, l'Arabie saoudite et le Pakistan. L'Ukraine a ainsi été le plus grand importateur d'armes au monde en 2020-24, représentant 8,8% des importations mondiales, les États ayant fourni des armes, principalement sous forme d'aide, en réponse à l'invasion à grande échelle de la Russie de février 2022. Pour la période 2020-24, les cinq plus grands exportateurs d'armes étaient les États-Unis, la France, la Russie, la Chine et l'Allemagne, représentant ensemble 71% du total des exportations. Les cinq principaux importateurs d'armes étaient l'Ukraine, l'Inde, le Qatar, l'Arabie Saoudite et le Pakistan. Ensemble, ils ont reçu 35% du total des importations mondiales d'armes.

Au niveau régional, les principaux destinataires étaient les États d'Asie et d'Océanie représentant 33% de toutes les importations d'armes en 2020-24, suivis par les États d'Europe (28%), du Moyen-Orient (27%), des Amériques (6,2%) et d'Afrique (4,5%). Les recettes combinées des ventes d'armes du Top 100 du SIPRI des entreprises productrices d'armes et de services militaires s'élevaient à 632 milliards USD en 2023, soit une augmentation de 4,2% en valeurs réelles par rapport aux recettes de 2022.

Ce Top 100 se compose notamment de 42 entreprises basées aux États-Unis (50% du total des recettes des ventes d'armes du Top 100 en 2022), 27 entreprises européennes (21%), 9 entreprises chinoises (16%) et 2 entreprises russes (4%). La guerre en cours en Ukraine et le conflit à Gaza depuis octobre 2023 ont été les principaux moteurs de l'expansion de la production d'armes au Moyen-Orient. Ainsi, six entreprises de cette région figurant dans le Top 100 ont augmenté leurs recettes de ventes d'armes de 18% (soit 3 milliards USD) au cours de l'année. La guerre à Gaza a propulsé les revenus des entreprises israéliennes dans le domaine de l'armement à des niveaux records. De nombreuses entreprises d'armement du Top 100 ont lancé des campagnes de recrutement en 2023 afin de développer leurs capacités de production, que ce soit pour faire à l'augmentation des commandes en attente ou pour répondre aux exigences de plans d'acquisition d'armes nouveaux ou révisés.

Tendances des dépenses militaires mondiales : Xiao Liang (Chine) , Dr Nan Tian (Chine/Afrique du Sud), Dr Diego Lopes da Silva (Brésil), Lorenzo Scarazzato (Italie), Zubaida A. Karim, assistante de recherche et Jade Guiberteau Ricard (France) assistante de recherche. **Tendances des transferts internationaux d'armes** : Dr Mathew George (Inde), Katarina Djokic (Serbie), Zain Hussain (Royaume-Uni), Pieter D. Wezeman (Pays-Bas/Suède) et Siemon T (Pays-Bas). **Top 100 des entreprises de productions d'armes et de services militaires** : Lorenzo Scarazzato (Italie), Dr Nan Tian (Chine/Afrique du Sud), Dr Diego Lopes da Silva (Brésil), Xiao Liang (Chine) and Katarina Djokic (Serbie).